



Pièces jointes au dossier de demande d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement

PIECE JOINTE N° 6

Document justifiant du respect des prescriptions générales

Rubrique 2710-2



Demandeur :
SIAVED
5 Route de Lourches
59282 DOUCHY LES MINES



Etablissement faisant l'objet de la demande :
DECHETERIE d'ERRE
Pont de la perruque
59717 ERRE

Pour mémoire, le tableau ci-après correspond au guide officiel de justifications des prescriptions de l'arrêté de prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique 2710

Guide disponible à l'adresse : https://aida.ineris.fr/sites/default/files/fichiers/guide_2710_2.pdf

A la suite de ce tableau, il a été établi le positionnement du site vis-à-vis de l'ensemble de l'Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui reprend l'ensemble des article applicables à l'installation.

Dans ce texte, les points sur lesquels le guide officiel demande une justification **sont surlignés en jaune.**

Guide de justification officiel

Justification des prescriptions de l'arrêté de prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique 2710

Ce document est une aide pour les articles nécessitant des précisions pour démontrer / justifier la conformité aux prescriptions. Les réponses évidentes pour justifier des prescriptions ne sont pas reprises dans le document.

Un même plan peut comporter plusieurs informations et descriptions.

Articles de l'arrêté	Justificatif à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement
Article 1 ^{er}	Néant
Article 2 (Conformité de l'installation)	Néant
Article 3 (Dossier installation classée)	Dossier installation classée
Article 4 (Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle)	Néant
Article 5 (Implantation)	Plan masse du site
Article 6 (Envoi des poussières)	Néant
Article 7 (Intégration dans le paysage)	Néant
Article 8 (Surveillance de l'installation)	Nom de la personne responsable de la surveillance de l'installation
Article 9 (Propreté de l'installation)	Néant
Article 10 (Localisation des risques)	Plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de risque
Article 11 (Etat des stocks de produits dangereux - étiquetage)	Néant
Article 12 (Caractéristiques des sols)	Néant
Article 13 (Réaction au feu)	Plan détaillé des locaux et bâtiments et description des dispositions constructives de résistance au feu et de désenfumage avec note justifiant les choix
Article 14 (Désenfumage)	Néant
Article 15 (Clôture de l'installation)	Néant
Article 16 (Accessibilité)	Plan mentionnant les voies d'accès
Article 17 (Ventilation des locaux)	Néant
Article 18 (matériels utilisables en atmosphère explosives)	Justificatifs de conformité au décret du 19 novembre 1996.
Article 19 (installations électriques)	Néant

Articles de l'arrêté	Justificatif à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement
Article 20 (systèmes de détection et d'extinction automatiques)	Description du système de détection et liste des détecteurs avec leur emplacement. Note de dimensionnement lorsque la détection est assurée par un système d'extinction automatique
Article 21 (moyen d'alerte et de lutte contre l'incendie)	Nature, dimensionnement et plan des appareils, réseaux et réserves éventuelles avec note justifiant les différents choix
Article 22 (plans des locaux et schéma des réseaux)	Plan des locaux et plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours tenus à jour.
Article 23 (travaux)	Néant
Article 24 (consignes d'exploitation)	Néant
Article 25 (Vérification périodique et maintenance des équipements)	
Article 26 (formation)	Plan de formation justifié
Article 27 (Prévention des chutes et collisions)	Néant
Article 28 (Zone de dépôt pour le réemploi)	Plan masse du site
Article 29 (Stockage rétention)	plan du local de stockage
Article 30 (Prélèvement d'eau, forage)	Néant
Article 31 (Collecte des effluents)	Plan des réseaux de collecte des effluents
Article 32 (Collecte des eaux pluviales)	Néant
Article 33 (Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité)	Néant
Article 34 (Mesure des volumes rejetés et points de rejets)	Néant
Article 35 (Valeurs limites de rejet)	Néant
Article 36 (Interdiction des rejets dans une nappe)	Néant
Article 37 (Prévention des pollution accidentelles)	Néant
Article 38 (Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée)	Néant
Article 39 (Epanchage)	Néant

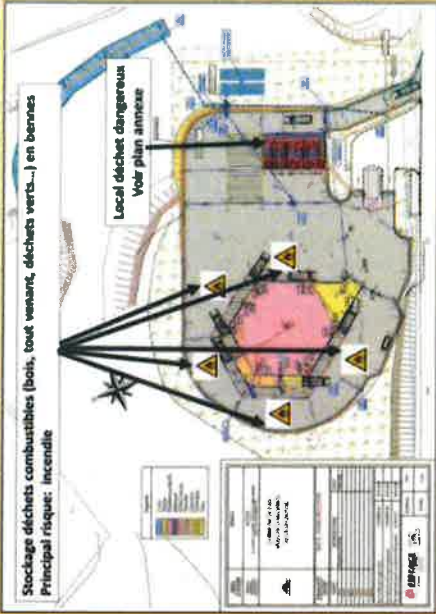
Articles de l'arrêté	Justificatif à apporter dans le dossier de demande d'enregistrement
Article 40 (Prévention des nuisances odorantes)	Disposition mises en œuvre pour limiter les odeurs
Article 41 (Valeurs limites de bruit)	Description des modalités de surveillance des émissions sonores
Article 42 (Admission des déchets)	Néant
Article 43 (Déchets sortants)	Néant
Article 44 (Déchets produits par l'installation)	Néant
Article 45 (Brûlage)	Néant
Article 46 (transports)	Néant
Article 47 (Contrôle par l'inspection des installations classées)	Néant
Article 48	Néant


Positionnement du site vis-à-vis de l'Arrêté du 26/03/12

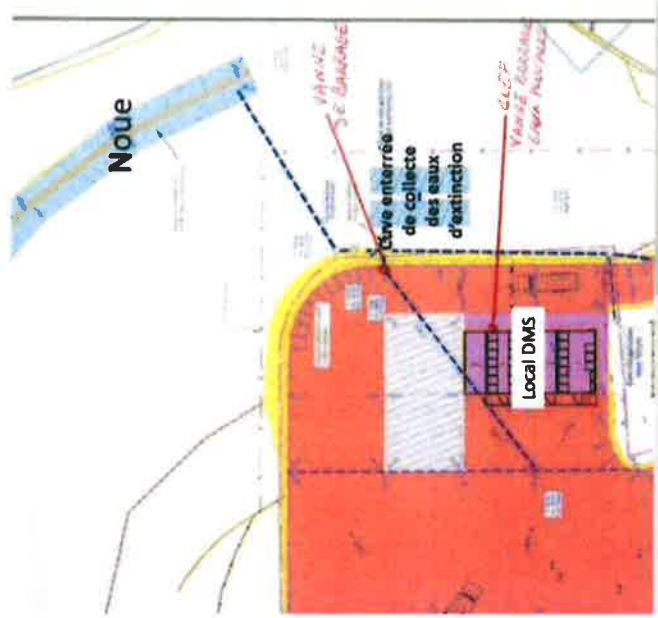
Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
Article 1er de l'arrêté du 26 mars 2012 (Arrêté du 21 juin 2018, article 1er) « Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2710-2 (installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets). « Ces dispositions sont applicables aux installations existantes, déclarées avant le 6 avril 2012, autorisées avant le 1er juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2018 dans les conditions précisées en annexe I. « Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières les complétant ou les renforçant peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement. » Chapitre I : Dispositions générales. Article 2 de l'arrêté du 26 mars 2012 Conformité de l'installation. L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation de l'installation afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.					
Article 3 de l'arrêté du 26 mars 2012 Dossier « installation classée ». L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; - le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; - les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : - le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ; - le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ; - le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ; - les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ; - le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ; - les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ; - les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;		X			Dossier « installation classée ». L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : — une copie de la demande d'enregistrement et du dossier en cours déposé en préfecture dossier qui l'accompagne ; — le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; — l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; — les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ; — les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir — le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ; — le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ; — le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ; — le registre relatif à la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ; — les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;

C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT	
				Consigne DER0003 indiquant la quantité maximale de déchets autorisés annexée à ce document
<p>Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ; - les consignes d'exploitation ; - le registre de sortie des déchets ; - le plan des réseaux de collecte des effluents. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>			<ul style="list-style-type: none"> — le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ; — les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ; 	Plan de localisation des risques joint à ce document en annexe
				Comme indiqué dans la pièce jointe n°6 du dossier d'enregistrement : « dans le cas présent, il n'y a pas de produits dangereux détenus par le SIAVED sur le site.
				Les produits dangereux correspondent aux déchets déposés par les particuliers qui sont stockés conformément à ce présent arrêté. »
			— le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;	Voir notamment réponse article 13
			— les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;	Voir notamment réponse article 19
			— les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;	Voir notamment réponse articles 20 et 25
			— les plans des locaux et de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que le schéma des réseaux entre équipements avec les vannes manuelles et boutons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement ;	Voir notamment réponse article 20
			— les consignes d'exploitation ;	Voir notamment réponse article 24 et consignes annexées à ce document
			— le registre de sortie des déchets ;	Voir notamment réponse article 43
			— le plan des réseaux de collecte des effluents.	Voir plan au 1/200 joint
			Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	Ensemble des éléments indiqués dans ce présent dossier de demande d'enregistrement
Article 4 de l'arrêté du 26 mars 2012				
	X		Déclaration d'accidents ou de pollution accidentelle. L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.	
Article 5 de l'arrêté du 26 mars 2012				
	X		Implantation. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	
Article 6 de l'arrêté du 26 mars 2012				
	X		Envoi des poussières. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions	
Consigne jointe (consigne numéros d'urgence DER0007)				
Pas d'habitation sur le site / pas d'occupation de tiers				
Déchets stockés en bennes ou en locaux spécifiques, maintien du site propre par le personnel				



Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>suivantes pour empêcher les envols de poussières et les dépôts de matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique. <p>Article 7 de l'arrêté du 26 mars 2012</p>					
<p>Intégration dans le paysage.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'installation est maintenue propre et entretenue en permanence.</p> <p>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</p> <p>Article 8 de l'arrêté du 26 mars 2012</p>		X			Présence d'espaces verts entretenus. Maintien du site propre par le personnel
<p>Surveillance de l'installation.</p> <p>L'installation n'est exploitée qu'en présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit ainsi que les matières utilisées ou stockées dans l'installation.</p>		X			<p>Personnel SIAVED formé et qualifié puisque le site est existant et que le SIAVED possède un réseau de 15 déchèteries</p> <p>Au niveau du SIAVED, les déchèteries sont placées sous la surveillance de Mr David ZAWIEJA, responsable déchèteries.</p> <p>Le nombre d'agents sur site est variable selon la période de l'année et la fréquentation de celui-ci, il est compris entre 2 agents et 3 agents.</p> <p>Dans son fonctionnement, les agents déchèterie ne sont pas affectés à une seule déchèterie. Ils interviennent sur plusieurs déchèteries en fonction des horaires d'ouverture, des besoins, des contraintes techniques et d'exploitation.</p> <p>Le SIAVED a établi un plan de formation pour chaque agent. (joint en annexe)</p> <p>Chaque année, le SIAVED évalue la compétence de ses agents et leurs remet un certificat d'aptitude. (exemple 2021 joint en annexe)</p>
<p>Article 9 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Propreté de l'installation.</p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits, déchets et poussières.</p> <p>Article 10 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Localisation des risques.</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>		X			<p>Maintien du site propre par le personnel</p> <p>Un plan des zones à risque a été établi par le SIAVED. Les risques sont rappelés au niveau du local déchets dangereux</p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<div><div><p>Stockage déchets combustibles (bois, tout venant, déchets verts...) en bennes</p><p>Principal risque: incendie</p><p>Local déchet dangereux Voir plan annexe</p></div><div></div></div> <div><p>DT ERRE - ANICHE</p><div><div><p>PNEUS</p></div><div><p>DSE</p></div><div><p>LOCAL OUTILS</p></div><div><p>REMPLOI</p></div><div><p>1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12</p></div></div></div>

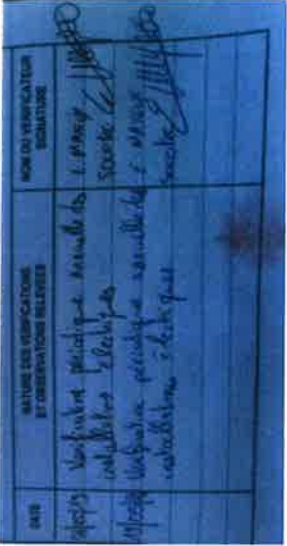
Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT																																							
				<table><thead><tr><th>N° repère interne</th><th>nature du déchet</th><th>VOLUME</th></tr></thead><tbody><tr><td>1</td><td>BAC PATEUX</td><td>600l</td></tr><tr><td>2</td><td>BAC PATEUX</td><td>600l</td></tr><tr><td>3</td><td>BAC PATEUX</td><td>600l</td></tr><tr><td>4</td><td>BAC PATEUX</td><td>600l</td></tr><tr><td>5</td><td>BAC PATEUX</td><td>600l</td></tr><tr><td>6</td><td>BAC PATEUX</td><td>600l</td></tr><tr><td>7</td><td>BAC PATEUX</td><td>600l</td></tr><tr><td>8</td><td>BAC BIDONS VIDE DE COMBUSTIBLE</td><td>600l</td></tr><tr><td>9</td><td>BAC BIDONS VIDE DE COMBUSTIBLE</td><td>600l</td></tr><tr><td>10</td><td>BAC INCONNU</td><td>600l</td></tr><tr><td>11</td><td>BAC ACIDE, BAC BASE, BAC PHYTO-ANTIAIRE</td><td>3 BACS DE 60</td></tr><tr><td>12</td><td>BAC COMBURANT, BAC AUTRE, DD, EAC AEROSOL</td><td>3 BACS DE 60</td></tr></tbody></table> <p>Plans des zones à risques</p> <p>Le plan du local déchet dangereux est affiché dans le local afin que le local soit rangé conformément au plan.</p>  <p>Affichage du plan dans le local</p>	N° repère interne	nature du déchet	VOLUME	1	BAC PATEUX	600l	2	BAC PATEUX	600l	3	BAC PATEUX	600l	4	BAC PATEUX	600l	5	BAC PATEUX	600l	6	BAC PATEUX	600l	7	BAC PATEUX	600l	8	BAC BIDONS VIDE DE COMBUSTIBLE	600l	9	BAC BIDONS VIDE DE COMBUSTIBLE	600l	10	BAC INCONNU	600l	11	BAC ACIDE, BAC BASE, BAC PHYTO-ANTIAIRE	3 BACS DE 60	12	BAC COMBURANT, BAC AUTRE, DD, EAC AEROSOL	3 BACS DE 60
N° repère interne	nature du déchet	VOLUME																																									
1	BAC PATEUX	600l																																									
2	BAC PATEUX	600l																																									
3	BAC PATEUX	600l																																									
4	BAC PATEUX	600l																																									
5	BAC PATEUX	600l																																									
6	BAC PATEUX	600l																																									
7	BAC PATEUX	600l																																									
8	BAC BIDONS VIDE DE COMBUSTIBLE	600l																																									
9	BAC BIDONS VIDE DE COMBUSTIBLE	600l																																									
10	BAC INCONNU	600l																																									
11	BAC ACIDE, BAC BASE, BAC PHYTO-ANTIAIRE	3 BACS DE 60																																									
12	BAC COMBURANT, BAC AUTRE, DD, EAC AEROSOL	3 BACS DE 60																																									
Article 11 de l'arrêté du 26 mars 2012 Etat des stocks de produits dangereux. - Etiquetage. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.	X			Dans le cas présent, il n'y a pas de produits dangereux déversés par le SIAVED sur le site. Les produits dangereux correspondent aux déchets déposés par les particuliers qui sont stockés conformément à ce présent arrêté.																																							

OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT		C	NC	SO
<p>Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>Les réceptiers portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.</p> <p>Article 12 de l'arrêté du 25 mars 2012</p>				
<p>Le sol des locaux DMS sont en béton et parfaitement étanche. Des caniveaux à grilles sont mis en place afin de récupérer les éventuelles pollutions au sol. Ces caniveaux sont raccordés dans des regards de visite en béton étanche qui servent de rétention pour permettre un pompage directement en cas de remplissage.</p> <p>En extérieur, les voiries sont en enrobé, les voiries sont bordées avec des bordures en béton et dotées de regards de collecte des eaux pluviales. Les eaux pluviales sont acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis sont dirigées vers une noue de d'infiltration en dehors de l'emprise d'exploitation de la déchèterie, sur un terrain adjacent inoccupé. Le réseau d'assainissement est doté d'une vanne qui permettra d'envoyer les effluents pollués dans un bassin de confinement en cas d'accident.</p> <p>En fonctionnement normal, les eaux sont envoyées vers la noue. En cas d'accident, une procédure indique aux agents de se rendre au niveau des vannes avec une clef de fontainier (disponible sur site), de procéder à la fermeture de la vanne en direction de la noue et d'ouvrir la vanne en direction du bassin. (procédure DER00016)</p>		X		
<p>Caractéristiques des sols.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme, l'environnement ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, de façon à ce que le liquide ne puisse s'écouler hors de l'aire ou du local.</p>				
		Extrait de plan de localisation des cuves, vannes, clefs et noue (consigne DER000016)		

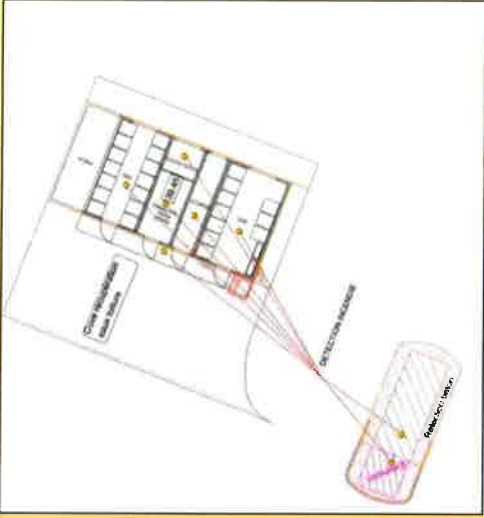
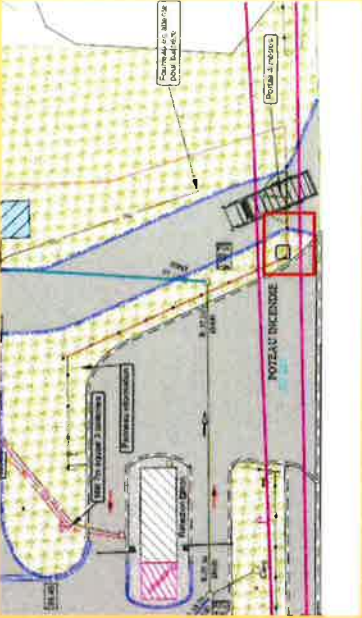
Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
Section 2 : Comportement au feu des locaux Article 13 de l'arrêté du 26 mars 2012 Réaction au feu. Les locaux d'entreposage de déchets présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes (selon NF EN 13 501-1) : - matériaux A2 s2 d0. Les justificatifs attestant des propriétés de réaction au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. - matériaux A2 s2 d0.	X			L'article 13 demande à ce que les locaux d'entreposage présentent les caractéristiques de réaction au feu minimales suivantes: (selon NF EN 13 501-1) : - matériaux A2 s2 d0. A2 s2 D0 correspond à des matériaux dit M1 (combustibles mais ininflammables) Dans le cas présent, le local déchet dangereux est construit de la façon suivante : Sol béton Mur parpaing Toiture bac acier Poutre/charpente en lamellé collé (demande de dérogation) Ces matériaux sont tous ininflammables. La structure en parpaings est réputée R15 Bien que combustible, le lamellé collé présente une stabilité au feu supérieure à d'autres éléments incombustibles comme le métal. Afin d'atteindre un classement M1 (A2 s2 d0) au feu, la SIAVED a procédé à l'application d'un vernis intumescent ALPHAFLAM + ALPHACOAT sur le lamellé collé. Les plans des locaux sont joints en annexe de ce document.
Article 14 de l'arrêté du 26 mars 2012 Désenfumage. Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique ou manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; A déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.	X			Le local déchets dangereux n'est pas équipé de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur en toiture. Le local déchets dangereux est doté d'une porte grillagée en partie haute uniquement (grillage similaire aux rideaux métalliques des magasins) permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie (demande de dérogation)
Section 3 : Dispositions de sécurité Article 15 de l'arrêté du 26 mars 2012 Clôture de l'installation.	X			Site clôturé (électrifié) avec portail d'accès.

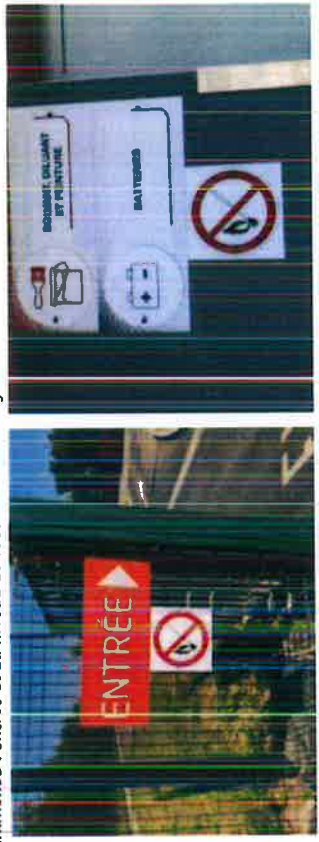
<p>Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p>	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>L'installation est ceinte d'une clôture permettant d'interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures d'ouverture. Ces heures d'ouverture sont indiquées à l'entrée principale de l'installation.</p>				<p>Horaires d'ouverture à l'entrée du site.</p>
<p>Article 16 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Accessibilité.</p> <p>La voirie d'accès est aménagée en fonction de la fréquentation de pointe escomptée, afin de ne pas perturber la circulation sur la voie publique attenante.</p> <p>Au besoin, un panneau indiquant la limitation de vitesse à l'intérieur de l'installation est apposée à l'entrée du site.</p> <p>Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Ils sont desservis, sur au moins une face, par une voie-engin. En cas de local fermé, une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteur équipé.</p> <p>Si une plate-forme de déchargement des véhicules est utilisée par le public, elle est équipée de dispositifs destinés à éviter la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre. Les voies de circulation sont suffisamment large afin de permettre une manœuvre aisée de tous les véhicules autorisés</p>	X			<p>Déchèterie positionnée sur une route peu fréquentée.</p> <p>Voies du site dimensionnées afin de ne pas perturber le trafic sur le domaine public / possibilité de stationner sur le domaine de la déchèterie avant le passage de la barrière d'accès. (cf plans)</p> <p>Site accessible aux services de secours (cf plans)</p> <p>Un panneau indiquant « rouler au pas » est installé à l'entrée du site.</p> <div data-bbox="651 338 957 1037">  </div> <p><i>Photographie panneau « Roulez au pas » ERRE MAI 2021</i></p> <p>Les quais de déchargement ont une hauteur hors sol d'environ 70cm par rapport à la chaussée, évitant la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre.</p> <div data-bbox="1085 383 1422 994">  </div> <p><i>Photographie ERRE (2017)</i></p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT	
				<p>La plateforme de déchargement a un rayon de 12 mètres permettant les manœuvres aisées des véhicules des particuliers.</p> <p>Les véhicules lourds pour le chargement / déchargement des bennes peuvent circuler selon un sens de circulation unique, en bas de quoi autour de la plateforme.</p> <p>Pour la zone déchets dangereux, les véhicules des particuliers peuvent stationner devant les locaux. Les véhicules d'enlèvement des déchets dangereux peuvent stationner à l'arrière des locaux.</p> <p>Afin de limiter les interactions et faciliter les manœuvres, les voies d'accès à la déchèterie pour les particuliers et les camions d'enlèvement des déchets sont distincts, la sortie est commune.</p> <p>Le plan simplifié de circulation est joint en annexe.</p>	
<p>Article 17 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Ventilation des locaux.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux sont convenablement ventilés. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des personnes et des bouches d'aspiration d'air extérieur et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz relâchés.</p>	X			Locaux ventilés.	
<p>Article 18 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Matériels utilisables en atmosphères explosives.</p> <p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 10 présentant un risque d'incendie ou d'explosion, les équipements électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 susvisé.</p> <p>Ils sont réduits à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation et sont entièrement constitués de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.</p> <p>Les justificatifs de conformité au décret du 19 novembre 1996 sont tenus à la disposition des services d'inspection.</p>	X			<p>Le local déchets dangereux est doté d'une porte grillagée en partie haute uniquement (grillage similaire aux rideaux métalliques des magasins) permettant la ventilation naturelle de ce local.</p> <p>La déchèterie n'utilise aucun produit ou substance explosive. De plus, aucune zone dans la déchèterie ne réunit les conditions de formation de zone ATEX (espace confiné, émissions importantes de poussière, etc.).</p> <p>Le risque lié à des émanations toxiques concerne exclusivement le local de stockage des déchets dangereux qui est doté d'une ventilation naturelle permanente (grille de 2m de large sur 40cm de haut dans le rideau métallique). Le risque d'apparition d'atmosphère explosive est donc nul.</p>	
<p>Article 19 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Installations électriques.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les gaines électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et au même potentiel électrique, conformément aux règlements et aux normes applicables.</p>	X			<p>Le SIAVED a établi un contrat de vérification de ses équipements électriques avec la société SOCOTEC. Les équipements sont vérifiés chaque année. Les vérifications sont consignées sur le registre sécurité. Un rapport de contrôle est délivré chaque année.</p>	

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTÉES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<div></div> <p><u>Extrait registre sécurité avec indications des contrôles électriques par SOCOTEC (photo mai 2021)</u></p> <p>Un contrat avec la société SOCOTEC a été établi jusqu'au 31 décembre 2023 (contrat Socotec 20112520000024 du 17/02/2021).</p> <p>Pour la reconstruction des locaux déchets dangereux et de l'accueil, les travaux électriques ont été confiés à la société LEFEVRE-ELEC de LIEU SAINT AMAND (59). SOCOTEC a réalisé le contrôle des installations 2021 en mai 2021, le rapport de contrôle 25200/21/8306 du 24 mai 2021 indique qu'il n'y a pas d'observation.</p>



Dossier 1806A1462000074
Chrono : A14622111222
Version 2 du 19/10/2023 modifiée le 08/09/21


Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTÉES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
					 <p><u>Plan de localisation des têtes de détection incendie du futur système de détection incendie</u></p>
<p>Article 21 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage <p>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents</p>					<p>Chaque déchèterie du SIAVED est dotée d'un ECOPAD qui permet de téléphoner.</p> <p>Des extincteurs sont déjà en place sur la déchèterie.</p> <p>NOREADE a créé un poteau incendie à l'entrée du site en limite de domaine privé / public. Ce poteau a un débit de 90m³/h sous 1 bar (vérification du 25 septembre 2020).</p> <p>La distance du point le plus éloigné de la déchèterie en déroulé de tuyaux est de 120 mètres. (moins de 100m de toute zone de stockage de déchets)</p> 

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>				<p><u>Localisation du poteau incendie à l'entrée du site</u></p> <p>Le SIAVED possède un contrat de vérification des extincteurs avec la société EUROFEU. Ce contrat est joint en annexe.</p> <p>Le SIAVED a passé commande auprès de la société EUROFEU des plans d'évacuation et de localisation des équipements de lutte contre l'incendie : la pose des plans est prévue à réception de ceux-ci (devis et engagement SIAVED en annexe).</p>
<p>Article 22 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Plans des locaux et schéma des réseaux.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.</p>	X			<p>Plans de la déchèterie réalisés dans le cadre des travaux sur la zone déchets dangereux.</p>
<p>Il établit également le schéma des réseaux entre équipements précisant la localisation des vannes manuelles et boudons poussoirs à utiliser en cas de dysfonctionnement.</p> <p>Section 4 : Exploitation</p> <p>Article 23 de l'arrêté du 26 mars 2012</p>				
<p>Travaux.</p> <p>Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, et notamment celles visées à l'article 10, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude par exemple) ne peuvent y être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière.</p> <p>Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents sont signés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure.</p>	X			<p>Une consigne (DER0006) stipule l'interdiction de fumer, d'apporter du feu (sauf délivrance d'un permis feu), de procéder à tout brûlage à l'air libre.</p> <p>Un affichage rappelant l'interdiction d'apporter du feu de fumer a été mis en place en déchèterie notamment à l'entrée et au niveau du local déchets dangereux.</p> <div data-bbox="853 268 1173 1108">  </div> <p><u>Affichage de l'interdiction d'apporter du feu l'entrée du site et au niveau du local déchets dangereux</u></p> <p>Le SIAVED dispose d'une consigne sur la délivrance d'un permis d'intervention et le cas échéant d'un permis feu (consignes DER0008).</p>
<p>Article 24 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Consignes d'exploitation.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Ces consignes indiquent notamment :</p>	X			<p>Le SIAVED a établi un ensemble de consignes et de fiches réflexes en cas d'accident :</p>

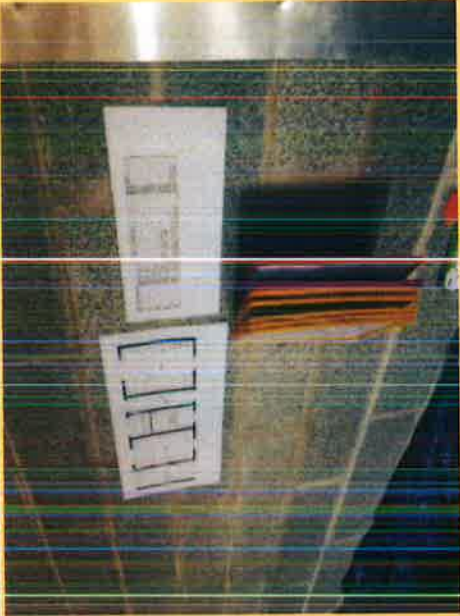

Dossier: 1806A1482000074
 Chrono: A1482/171222
 Version 2 du 19/10/2020 modifiée le 08/09/21

Page 20

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux Installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT	
C	NC	SO	
<p>documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p> <p>Article 27 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Prévention des chutes et collisions.</p> <p>Les piétons circulent de manière sécurisée entre chaque zones possibles de dépôts de déchets.</p> <p>I. - Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement. Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contre bas.</p> <p>Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones. La partie basse du quai, où sont manipulés les contenants, est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.</p> <p>II. - Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont exempts de tout encombrement gênant la circulation des véhicules ou des piétons.</p> <p>L'éclairage est adapté au déchargement des déchets.</p>			<p>Les quais de déchargement ont une hauteur hors sol d'environ 70cm par rapport à la chaussée, évitant la chute d'un véhicule en cas de fausse manœuvre.</p> <p>Les dispositifs anti chute sont soit en béton (murets pleins) ou constitués de barrières métalliques. (cf ci-dessous)</p>  <p><u>Dispositifs anti chute déchèterie de ERRE</u></p> <p>L'interdiction de monter sur le rebord des bennes et le risque de chute sont rappelés au niveau des bennes.</p>  <p><u>Affichage risque de chute</u></p> <p>La partie basse est interdite à toute personne étrangère au service (sauf accord préalable), une consigne rappelant cette interdiction existe, un affichage rappelant cette interdiction est en place.</p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>Article 28 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Zone de dépôt pour le réemploi.</p> <p>L'exploitant peut implanter dans l'enceinte de l'installation une zone où les usagers déposent leurs objets ou leurs mobiliers qui sont destinés au réemploi. Le dépôt dans cette zone se fait sous le contrôle d'une personne habilitée par l'exploitant et avec son accord.</p> <p>Cette zone est abritée des intempéries et distincte du reste de l'installation. La zone de réemploi ne dépasse pas 10 % de la surface totale de l'installation.</p> <p>La durée maximale d'entreposage de ces produits destinés au réemploi est fixée par l'exploitant. Elle ne peut excéder trois mois. Au-delà de cette durée, les produits entreposés acquièrent le statut de déchet et doivent être gérés comme tel.</p> <p>Section 5 : Stockages</p> <p>Article 29 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Stockage rétention.</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la</p>					 <p><u>Panneau interdiction d'accès: ERRE / mai 2021</u></p> <p>La consigne d'exploitation DER0001 définit les conditions d'autorisation d'accès à la partie basse.</p> <p>La déchèterie est dotée d'un dispositif d'éclairage, notamment plusieurs mats de 7m de haut équipés de lanternes, ce qui permet l'éclairage des zones de déchargement de déchets en hiver.</p> <p>local réemploi a été construit dans le prolongement de la zone déchets dangereux</p> <p>Surface du local réemploi : 15m² (soit largement moins de 10% de la surface de l'installation)</p> <p>La durée d'entreposage est fixée au maximum à une semaine. Passé ce délai, le personnel de la déchèterie procédera au tri des objets et les réparera dans les bennes déchets adéquates.</p> <p>Une consigne DER0009 définit le fonctionnement du local réemploi.</p>
<p>Section 5 : Stockages</p> <p>Article 29 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Stockage rétention.</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <p>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la</p>		X			<p>Le sol du local déchet dangereux est étanche et permet la collecte des écoulements accidentels (point bas).</p> <p>Dans le local déchets dangereux, les déchets dangereux liquides/pâteux sont dans des bacs en plastique ou en caisses palettes et rangés par catégories.</p> <p>La borne à huile est aérienne, de type double paroi et abritée des intempéries.</p> <p>Les voiries de la déchèterie sont reliées à un réseau d'assainissement doté d'une vanne qui permet d'envoyer les effluents vers une noue de rétention/d'infiltration ou en cas d'accident de les confiner dans un bassin.</p> <p>précis du local déchets dangereux a été établi par le SIAVED.</p> <p>Le plan du local déchet dangereux est affiché dans le local afin que le local soit rangé conformément au plan.</p>

Page 23



Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTÉES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<div><p>Affichage du plan dans le local</p></div> <div><p>Des consignes ont été établies sur les modalités de confinement des eaux susceptibles d'être polluées (fiche réflexe DER0016 et sur les volumes des rétentions (consignes DER0010). Le point de localisation des vannes est affiché en déchèterie.</p></div> <div><p>Localisation des vannes et affichages</p></div> <div>En ce qui concerne la gestion des eaux polluées suite à leur confinement :</div>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<p>En cas de pollution du réseau et / ou du bassin de confinement :</p> <p>Le réseau doit être consigné via la pose d'une signalétique indiquant « interdiction de remettre en service » sur la vanne.</p> <p>La direction du SIAVED a alors la charge de contacter une société de nettoyage spécialisée qui procédera au nettoyage complet du réseau et du bassin de confinement et enverra les déchets en centre d'incinération autorisé.</p> <p>Seule la direction du SIAVED peut alors ordonner la remise en service après avoir effectué les vérifications nécessaires.</p> <p><u>Extrait consigne DER00016</u></p> <p>Pour les rétentions, il est retenu une rétention 100% par type de produits (le volume d'un type de déchets par contenant ne peut exercer la taille du contenant formant rétention) / consigne DER0010.</p> <p>Ces consignes sont données en pièces jointes. Ces consignes sont disponibles en classeurs dans le local gardien.</p> <p>Le bassin de confinement a un volume de 160m³, il a été dimensionné selon un calcul D9 en tenant compte d'un volume de besoin en eau pour la lutte incendie de 120m³ (60m³/h pendant 2 heures, conformément à l'article 21 de l'arrêté du 26 mars 2012). Ce volume de besoin en eau est très nettement surévalué vis-à-vis des installations présentes en déchèterie : l'extinction d'une benne déchet n'exigera jamais 35m³ soit le volume maximale d'une benne, la taille du local déchets dangereux est de moins de 50m² sur une très faible hauteur.</p> <p>La quantité de déchets dangereux liquides présents sur l'installation est négligeable au regard du volume de besoin en eau retenu de 120m³ (au total 6,9T de déchets dangereux tous types confondus). La taille du bassin de confinement est donc suffisante.</p>
Chapitre III : La ressource en eau				
Article 30 de l'arrêté du 26 mars 2012				
Prélèvement d'eau, forages.				
Toutes dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.				Local gardien raccordé au réseau public.
Le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable est muni d'un dispositif de disconnection évitant en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée.				Pas de forage sur le site
L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.				Les locaux de stockage de déchets ne sont pas alimentés en eau de ville. Une alimentation en eau est présente pour le nettoyage des locaux mais l'eau provient de la citerne de récupération des eaux pluviales présente au droit de la déchèterie. L'arrêt du système électrique par le biais du disjoncteur stoppe la pompe et donc l'alimentation en eau.
Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour empêcher de mettre en communication des nappes d'eau distinctes et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.	X			L'installation d'un disjoncteur n'est donc pas requise.
La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.				Il n'y a pas de réserve incendie, en cas d'incendie, les pompiers utiliseront le poteau incendie présent devant la déchèterie (débit 90m ³ /h).
Toute réalisation de forage doit être conforme avec les dispositions de l'article L. 411-1 du code minier.				



Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTÉES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines.</p> <p>Article 31 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Collecte des effluents. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels ou la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p> <p>Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégrader des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.</p> <p>Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables, ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est conservé dans le dossier de l'installation.</p>		X			<p>Les eaux pluviales sont acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis sont dirigées vers une noue de rétention/d'infiltration en dehors de l'emprise d'exploitation de la déchèterie, sur un terrain adjacent inoccupé (mise en place d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes non requis).</p> <p>Les voiries de la déchèterie seront reliées à un réseau d'assainissement doté d'une vanne qui permettra d'envoyer les effluents vers une noue de rétention/d'infiltration ou en cas d'accident de les confiner dans un bassin.</p> <p>Plans réalisés</p> <p>La noue d'infiltration fait une longueur de 65 mètres, 5 mètres de largeur et 1 mètre de profondeur. (365m³ de capacité). Lors des travaux, une note de calcul de tamponnement des eaux pluviales a été réalisée avec une période de retour de 50ans. le volume utile de stockage calculé est de 37m³. La noue d'infiltration est donc largement dimensionnée. (calcul joint en annexe de ce document)</p> <p>Les eaux de ruissellement transiteront dans un collecteur en PVC vers un débordeur / déshuileur pour récupérer les éventuels hydrocarbures avant le rejet dans la noue.</p> <p>En cas de déversement accidentel, une vanne permet de fermer cet exutoire et une autre permet d'envoyer le flux vers une citerne étanche de 160m³.</p> <p>L'Entreprise FONDASOL a été mandatée pour réaliser des essais au droit de l'exutoire de la fouille.</p> <p>Le rapport montre que la noue se trouve en dehors de la zone de remblaiement et que l'infiltration est de l'ordre de 1,3 10-3 m/s à 4,30 mètres (présence de craie).</p>
<p>Article 32 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Collecte des eaux pluviales. Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débordeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		X			<p>Les eaux pluviales sont acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis sont dirigées vers une noue de rétention/d'infiltration en dehors de l'emprise d'exploitation de la déchèterie, sur un terrain adjacent inoccupé.</p> <p>Il est prévu le nettoyage du séparateur à hydrocarbures au moins une fois par an. Il est prévu une analyse d'eau en sortie de séparateur une fois par an.</p> <p>Le SIAVED est en contrat avec la société SUEZ pour l'entretien de l'ensemble des séparateurs de ses déchèterie, le dernier nettoyage pour ERRE a été réalisé le 5/11/2020. Justificatif joint en annexe.</p>
<p>Section 2 : Rejets</p> <p>Article 33 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Justification de la compatibilité des rejets avec les objectifs de qualité. Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et</p>		X			<p>La compatibilité avec le SDAGE est établie à la pièce jointe n°12 de ce présent dossier d'enregistrement.</p>

<p>Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement</p> <p>de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par l'arrêté du 20 avril 2005 susvisé complété par l'arrêté du 25 janvier 2010 susvisé.</p> <p>Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu.</p> <p>La conception et l'exploitation des installations permet de limiter les débits d'eau et les flux polluants.</p> <p>Article 34 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Mesure des volumes rejetés et points de rejets.</p> <p>La quantité d'eau rejetée est évaluée au moins une fois par an.</p> <p>Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons</p> <p>Article 35 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Valeurs limites de rejet.</p> <p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH 5,5 ? 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; - température < 30 °C ; <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l. <p>Ces valeurs limites a et b ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure ;</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; 	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
				<p>Il est prévu une analyse d'eau en sortie de séparateur une fois par an. (analyses des paramètres demandés dans ce présent arrêté)</p> <p>Le SIAVED ne dispose pas de mesure récente</p> <p>Un contrat a été passé avec la SOCOTEC pour la réalisation d'une campagne de mesure en 2021</p>
			X	<p>Pas de prélèvement dans le milieu naturel</p>
	X			<p>Il est prévu une analyse d'eau en sortie de de séparateur une fois par an. (analyses des paramètres demandés dans ce présent arrêté)</p> <p>Le SIAVED ne dispose pas de mesure récente</p> <p>Un contrat a été passé avec la SOCOTEC pour la réalisation d'une campagne de mesure en 2021</p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>- DBO5 : 100 mg/l.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain.</p> <ul style="list-style-type: none">- indice phénols : 0,3 mg/l ;- chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;- AOX : 5 mg/l ;- arsenic : 0,1 mg/l ;- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;- métaux totaux : 15 mg/l. <p>Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p>					
<p>Article 36 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Interdiction des rejets dans une nappe. Le rejet, même après épuration, d'eaux résiduelles vers les eaux souterraines est interdit.</p>		X			<p>La zone d'implantation n'est pas dotée d'un réseau d'assainissement.</p> <p>Par le passé, le SIAYED a réalisé un puits d'infiltration sur la zone inexploitée de la déchèterie. Ce puits ne sera plus utilisé</p> <p>Les eaux pluviales sont désormais acheminées vers un séparateur à hydrocarbures puis sont dirigées vers une noue de rétention/d'infiltration en dehors de l'emprise d'exploitation de la déchèterie, sur un terrain adjacent inoccupé</p>
<p>Article 37 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Prévention des pollutions accidentelles. Des dispositions sont prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient ou de cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L'évacuation des effluents recueillis doit se faire soit dans les conditions prévues à la présente section, soit comme des déchets dans les conditions prévues au chapitre VII ci-après.</p>		X			<p>Le sol imperméabilisé sur la déchetterie permet la récupération d'éventuels produits liquides (déchets d'apports) renversés au sol.</p> <p>Réseau eaux pluviales doté d'une vanne de barrage avec possibilité d'envoyer les eaux souillées / incendie vers le bassin de récupération des eaux d'extinction du site.</p>
<p>Article 38 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée. Le cas échéant, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Au moins une fois par an, les mesures prévues par le programme de surveillance sont effectuées par un organisme agréé choisi en accord avec l'inspection des installations classées.</p> <p>Dans tous les cas, une mesure des concentrations des valeurs de rejet visées à l'article 35 est effectuée tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p>		X			<p>Il est prévu une analyse d'eau en sortie de séparateur une fois par an. (analyses des paramètres demandés dans ce présent arrêté)</p>

OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT				
Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	
Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m³/j, l'exploitant effectue également une mesure en continu de ce débit. Article 39 de l'arrêté du 26 mars 2012 Epdandage. L'épdandage des déchets et effluents est interdit. Chapitre IV : Emissions dans l'air Article 40 de l'arrêté du 26 mars 2012			X	Sans objet, pas d'épdandage
Prévention des nuisances odorantes. L'exploitant prend toutes les dispositions pour limiter les odeurs provenant de l'installation, notamment pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les aires pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagées autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux odorants canalisés sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz.	X			Certains déchets dangereux stockés dans le local déchets dangereux peuvent être sources de dégagement d'odeurs. Ces odeurs sont évacuées par les ouvertures en partie haute de la porte grillagée du local (ventilation naturelle / pas assez de quantité de déchets dangereux pour générer une nuisance). Les bennes déchets verts sont enlevées régulièrement, pas de fermentation possible.
				
Local déchets dangereux ERRE				
Chapitre V : Bruit et vibrations Article 41 de l'arrêté du 26 mars 2012 Valeurs limites de bruit. I. Valeurs limites de bruit. Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :				Le SIAVED ne dispose pas de mesure récente Un contrat a été passé avec la SOCOTEC pour la réalisation d'une campagne de mesure en 2021. Le bon de commande est joint en annexe.
	X			Les engins qui fréquenteront l'installation sont des véhicules de particuliers et des camions qui sont autorisés à rouler sur la voie publique et qui ne sont donc pas source de nuisances sonores particulières. Ces véhicules sont de fait conformes à la réglementation. L'utilisation d'engins de chantier n'est pas prévue en phase normale d'exploitation.

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTÉES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p> <p>II. Véhicules. - Engins de chantier.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>III. Vibrations.</p> <p>L'installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l'origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.</p>					<p>Il est toutefois possible que des engins de manutention soient utilisés par les prestataires en charge de l'enlèvement des déchets mais ces engins sont constitués de transpalettes qui ne sont pas source de bruit.</p> <p>Le compacteur à cartons est vérifié tous les 3 mois.</p> <p>L'usage d'appareils de communication par voie acoustique est interdit. Une consigne est établie (DER0011)</p> <p>La déchèterie n'est pas pourvue d'installation source de vibrations. (les bennes ont des roulettes en métal ce qui évitent de les traîner au sol)</p>
<p>Chapitre VI : Déchets</p> <p>Article 42 de l'arrêté du 26 mars 2012</p> <p>Admission des déchets.</p> <p>Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>Les déchets sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant ou de son représentant.</p> <p>Lorsque le dépôt d'un déchet est refusé à l'usager, l'exploitant ou son représentant l'informe des filières existantes pour sa gestion.</p> <p>Les déchets émettant des gaz odorants susceptibles de gêner le voisinage ne sont pas entreposés plus de deux jours.</p> <p>I. Réception et entreposage.</p> <p>Les déchets non dangereux peuvent être déposés directement sur les aires, bennes, casiers ou conteneurs spécifiques à chaque catégorie de déchets admis. L'affectation des différentes bennes, casiers ou conteneurs destinés à l'entreposage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés.</p>					<p>Déchèterie fermée au public en dehors des horaires d'ouverture.</p> <p>Personnel SIAVED présent en permanence durant les horaires d'ouverture.</p> <p>Stockage de déchets par catégorie.</p> <p>De manière générale, à l'arrivée en déchèterie, les agents contrôlent les déchets apportés par les particuliers et dirigent ceux-ci vers les zones de dépôts adéquates.</p> <p>Tous les agents sont formés et disposent de certificats d'aptitudes à la conduite des installations.</p> <p>Des consignes ont été établies, elles sont données en pièces jointes. (DER002, DER0003, DER005, DER0012 certificats d'aptitudes des agents).</p> <p>Des affichages sur les catégories de déchets sont en place, au niveau de l'entrée du site (déchets acceptés) et au niveau de chaque zone de dépôt.</p> <p>Pour chaque zone, un affichage indique les déchets pouvant être déposés.</p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs est réalisé quotidiennement pendant les heures d'ouvertures du public.					<div></div> <div></div> <p>Exemple affichage catégorie de déchets</p>
Article 43 de l'arrêté du 26 mars 2012 Déchets sortants. Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés au titre Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement. Il s'assure que les entreprises de transport, leurs véhicules et les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires. I. Registre des déchets sortants. L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants du site. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : - la date de l'expédition ; - le nom et l'adresse du destinataire ; - la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;		X			<p>Personnel SIAVED présent en permanence durant les horaires d'ouverture.</p> <p>Des enlèvements réguliers de déchets sont programmés chaque semaine avec chaque société en charge du transport des déchets. Le nombre de passages est variable selon la saison. En cas d'afflux important, les agents avertissent la direction du SIAVED qui sollicite des transports complémentaires.</p> <p>En cas d'afflux trop important, les usagers sont orientés vers une autre déchèterie. Le cas échéant la déchèterie peut être fermée.</p> <p>La consigne DE0012 jointe en annexe décrit l'organisation des enlèvements de déchets.</p> <p>En déchèterie, les agents saisissent le registre sur papier, celui-ci est contrôlé une fois par semaine par un coordonnateur de déchèterie lors de son passage. Un extrait de registre est joint ci-dessous.</p>

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement					C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTÉES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<div>- l'identité du transporteur ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE.</div>								
<div>ERRE</div>								
<div>ERRE</div>								

Arreté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPORTEES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
<p>Article 44 de l'arrêté du 26 mars 2012 Déchets produits par l'installation. Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.</p> <p>Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d'en justifier le traitement.</p> <p>Article 45 de l'arrêté du 26 mars 2012 Brûlage. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.</p> <p>Article 46 de l'arrêté du 26 mars 2012 Transports. Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à empêcher les envois. En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortants du site devront être couverts d'une bâche ou d'un filet.</p> <p>L'exploitant s'assurera que toutes les opérations de transport de déchets respectent ces dispositions ainsi que, le cas échéant, celles de l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres pour le transport des déchets dangereux. Il s'assure notamment de la validité des documents propres au véhicule et au personnel chargés du</p>	X		X	<p>Production limitée aux déchets émis par le local gardien (les quelques déchets ménagers produits sont déposés dans des poubelles et collectés par le service de ramassage des ordures ménagères)</p> <p>Pas de brûlage</p> <p>Une consigne DER0012 rappelle l'organisation des enlèvements de déchets. Cette consigne est jointe en annexe.</p>

ERRE

Code	Nature des déchets	Quantité (kg)	Fréquence	Mode d'évacuation	Destination	Responsable	Date
110104	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110105	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110106	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110107	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110108	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110109	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110110	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110111	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110112	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110113	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110114	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110115	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110116	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110117	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110118	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110119	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110120	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110121	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110122	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110123	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110124	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110125	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110126	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110127	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110128	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110129	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110130	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110131	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110132	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110133	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110134	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110135	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110136	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110137	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110138	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110139	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110140	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110141	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110142	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110143	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110144	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110145	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110146	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110147	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110148	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110149	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110150	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110151	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110152	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110153	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110154	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110155	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110156	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110157	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110158	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110159	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110160	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110161	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110162	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110163	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110164	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110165	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110166	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110167	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110168	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110169	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110170	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110171	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110172	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110173	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110174	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110175	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110176	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110177	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110178	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110179	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110180	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110181	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110182	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110183	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110184	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110185	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110186	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110187	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110188	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110189	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110190	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110191	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110192	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110193	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110194	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110195	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110196	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110197	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110198	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110199	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	
110200	Bois de chauffage	30000	1 fois par semaine	Camion	Centre de traitement	18/04/20	

Arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	C	NC	SO	OBSERVATIONS / JUSTIFICATION APPOORTÉES DANS LE DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT
transport. Il remet au chauffeur les documents de transport correspondant aux déchets sortants.				
Chapitre VII : Surveillance des émissions				
Article 47 de l'arrêté du 26 mars 2012				
Contrôle par l'inspection des installations classées. L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores.			X	
Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.				
Chapitre VIII : Exécution				
Article 48 de l'arrêté du 26 mars 2012				
Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.				
Fait le 26 mars 2012.			X	
Pour le ministre et par délégation : Le directeur général de la prévention des risques, L. Michel				
Annexe I : Dispositions applicables aux installations existantes (Arrêté du 21 juin 2018, article 2) « Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations déclarées avant le 6 avril 2012, à l'exception des articles 11, 13, 14, 19, 20 et 21 qui sont applicables à ces installations selon le calendrier suivant :				
<div> <div> <p>1 - A PARTIR DU 14 OCTOBRE 2012</p> <p>Article 13 - Réaction au feu.</p> <p>Article 14 - Démarrage.</p> <p>Article 19 - Installations électriques.</p> <p>Article 20 - Système de détection et d'extinction automatique.</p> <p>Article 21 - Mesure d'impact et de bruit continu émis.</p> </div> <div> <p>Article 11 - État des études de pollution atmosphérique.</p> <p>Article 13 - État des études de pollution atmosphérique.</p> <p>Article 14 - État des études de pollution atmosphérique.</p> <p>Article 19 - État des études de pollution atmosphérique.</p> <p>Article 20 - État des études de pollution atmosphérique.</p> <p>Article 21 - État des études de pollution atmosphérique.</p> </div> </div>			X	
« Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations autorisées avant le 1er juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2018, à partir du 1er juillet 2019, à l'exception des articles 13, 14, 16 qui ne leur sont pas applicables. »				

LISTE DES DOCUMENTS ANNEXES


Table des matières

1.	PLAN DE FORMATION DES AGENTS	36
2.	CERTIFICATS D'APTITUDE DES AGENTS	37
3.	PLANS DES LOCAUX	38
4.	PLAN SIMPLIFIE DE CIRCULATION	40
5.	FICHE POTEAU INCENDIE	41
6.	JUSTIFICATIF DE NETTOYAGE DU SEPARATEUR A HYDROCARBURES	42
7.	BONS DE COMMANDE SIAVED POUR CAMPAGNE MESURES DE BRUIT ET EAUX 2021	43
8.	CONSIGNES SIAVED	44
9.	PROCES VERBAL D'INTERVENTION SUR PARC EXTINCTEURS DE DECEMBRE 2020	58
10.	DEVIS ET ENGAGEMENT SIAVED : PLANS EVACUATION ET EQUIPEMENTS DE LUTTE INCENDIE	60
11.	DEVIS DETECTION INCENDIE ET ENGAGEMENT SIAVED	61
12.	NOTE DE CALCUL DE TAMPONNEMENT DES EAUX PLUVIALES	63

[illegible]

zone 000
zone 000
zone 000

2. CERTIFICATS D'APTITUDE DES AGENTS




**CERTIFICAT D'APTITUDE
AGENT DE DECHETERIE**

Je soussigné(e), **Charles LEMONE**,
agissant en qualité de Président du SIAVED certifie que
Monsieur PUSNIAK Léonard
a réussi l'ensemble des formations et possède les compétences lui permettant d'assurer le
poste de
AGENT DE DECHETERIE
pour les domaines de compétence suivants :

- ☒ Accueil du public et gestion des déchets non dangereux
- ☒ Accueil du public et gestion des déchets dangereux
- ☒ Vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées
- ☒ Gestion des entreprises extérieures intervenantes sur le site


La présente attestation est valable pour une durée de 1 an à compter de sa date d'émission.
Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Douchy-le-Mines,
Le 31 Mai 2021



Le Président,
Charles LEMONE

Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets
5 route de Louvres - 59282 DOUCHY-LES-MINES-Tel : +33(0)3 27 43 44 45
gbo@siaved.fr / www.siaved.fr




**CERTIFICAT D'APTITUDE
AGENT DE DECHETERIE**

Je soussigné(e), **Charles LEMONE**,
agissant en qualité de Président du SIAVED certifie que
Monsieur PUSNIAK Léonard
a réussi l'ensemble des formations et possède les compétences lui permettant d'assurer le
poste de
AGENT DE DECHETERIE
pour les domaines de compétence suivants :

- ☒ Accueil du public et gestion des déchets non dangereux
- ☒ Accueil du public et gestion des déchets dangereux
- ☒ Vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées
- ☒ Gestion des entreprises extérieures intervenantes sur le site


La présente attestation est valable pour une durée de 1 an à compter de sa date d'émission.
Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Douchy-le-Mines,
Le 31 Mai 2021



Le Président,
Charles LEMONE

Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets
5 route de Louvres - 59282 DOUCHY-LES-MINES-Tel : +33(0)3 27 43 44 45
gbo@siaved.fr / www.siaved.fr




**CERTIFICAT D'APTITUDE
AGENT DE DECHETERIE**

Je soussigné(e), **Charles LEMONE**,
agissant en qualité de Président du SIAVED certifie que
Monsieur BULANT Alain
a réussi l'ensemble des formations et possède les compétences lui permettant d'assurer le
poste de
AGENT DE DECHETERIE
pour les domaines de compétence suivants :

- ☒ Accueil du public et gestion des déchets non dangereux
- ☒ Accueil du public et gestion des déchets dangereux
- ☒ Vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées
- ☒ Gestion des entreprises extérieures intervenantes sur le site

La présente attestation est valable pour une durée de 1 an à compter de sa date d'émission.
Fait pour servir et valoir ce que de droit.

A Douchy-le-Mines,
Le 31 Mai 2021

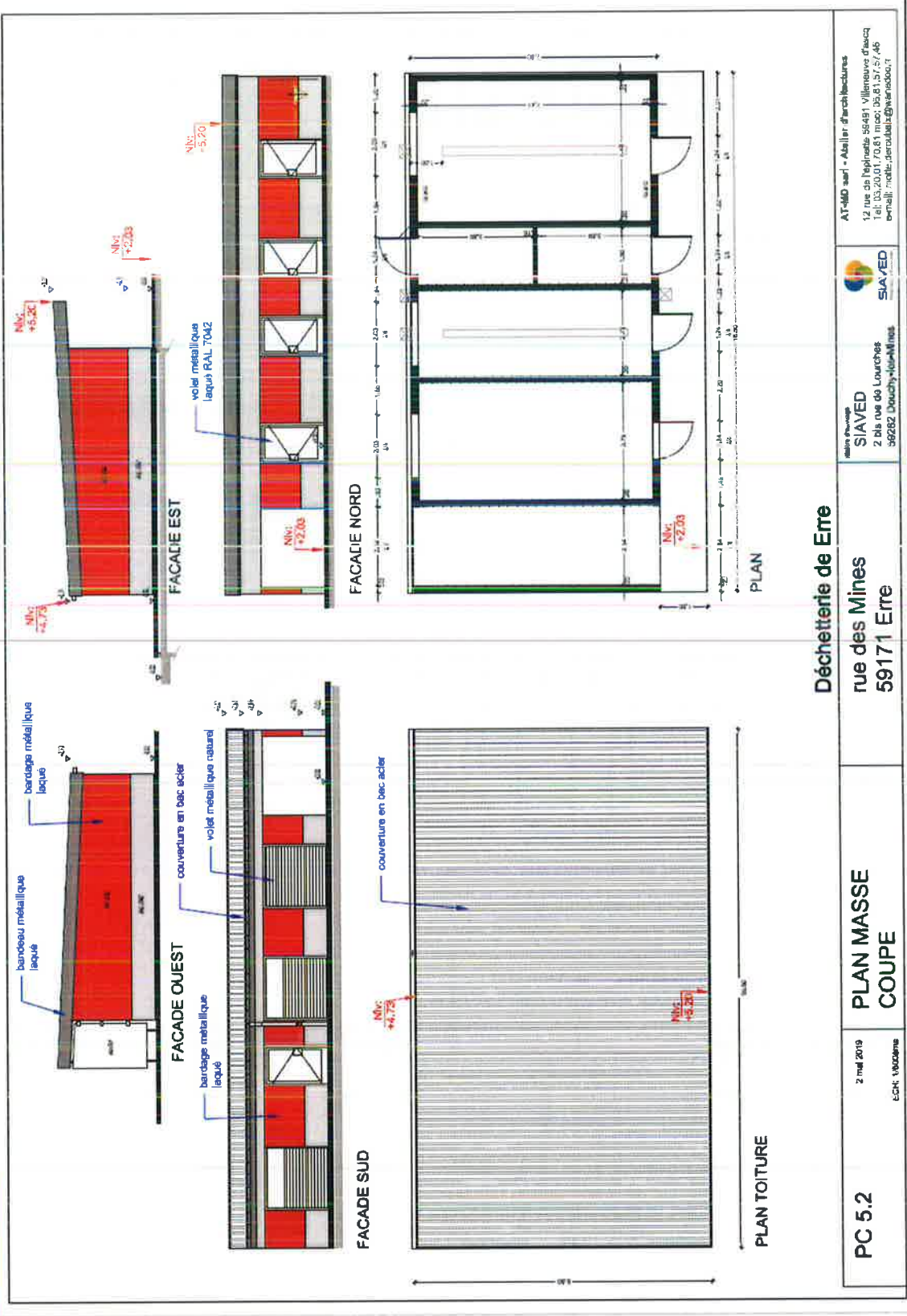


Le Président,
Charles LEMONE

Syndicat Inter-Arrondissement de Valorisation et d'Élimination des Déchets
5 route de Louvres - 59282 DOUCHY-LES-MINES-Tel : +33(0)3 27 43 44 45
gbo@siaved.fr / www.siaved.fr

Exemples de certificats d'aptitude délivrés par le SIAVED pour ces agents

3. PLANS DES LOCAUX



PC 5.2

2 mai 2019
SCH: 100200074

PLAN MASSE
COUPE

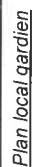
Dechèterie de Erre
rue des Mines
59171 Erre

SIAYED
2 bis rue de Louches
59282 Douchy-Quaires

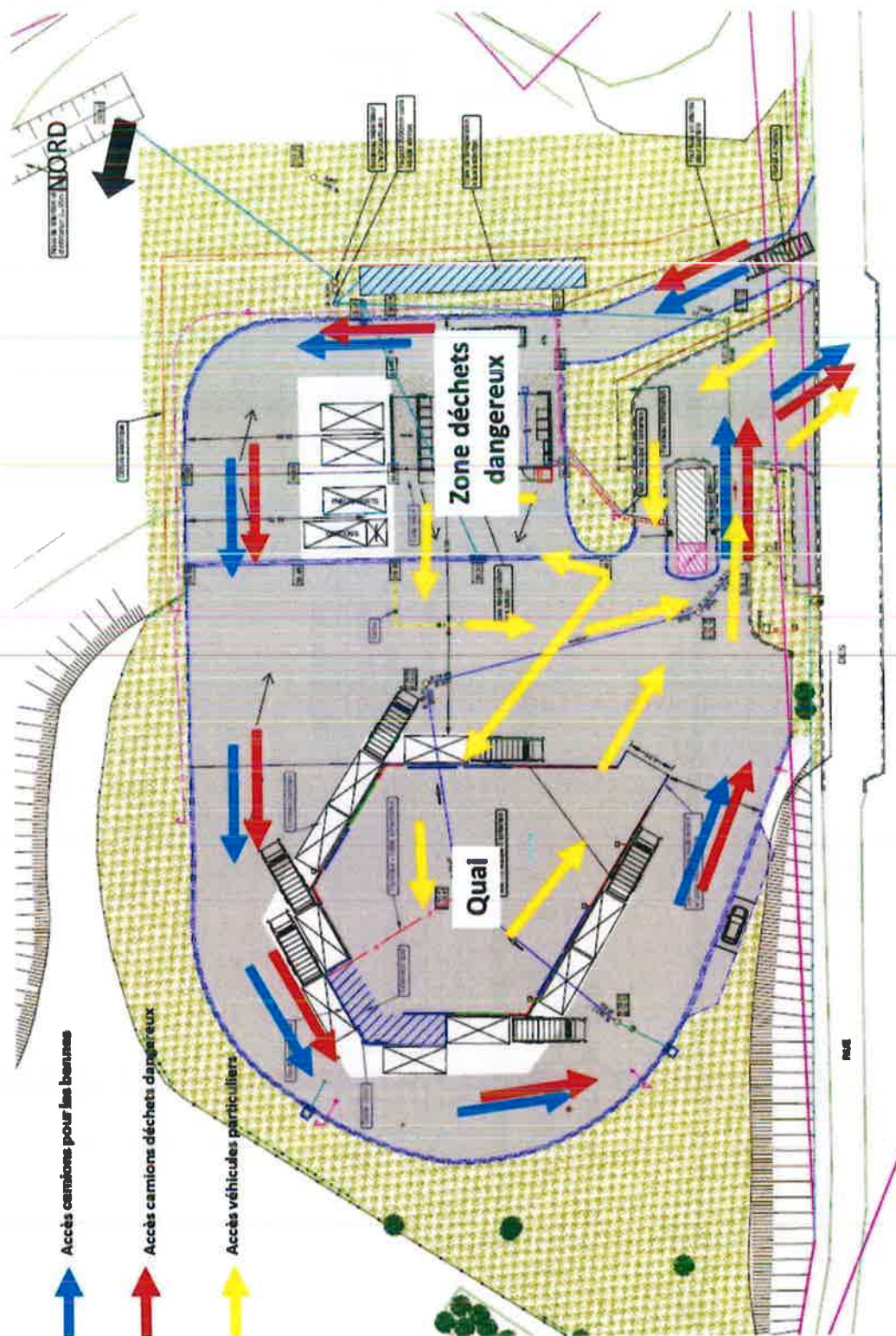
SIAYED

AT-440 sarl - Ateliers d'Architectures
12 rue de l'Épave 59491 Villeneuve d'Ascq
Tel: 03.20.01.70.81 Fax: 03.20.51.51.46
email: at-440@wanadoo.fr

Plan local déchets dangereux



4. PLAN SIMPLIFIÉ DE CIRCULATION



5. FICHE POTEAU INCENDIE

Incendie_fiche_technique



Fiche technique
d'un appareil de lutte contre l'incendie

Références	
N°f. Noréade :	INC730-115
N°f. SIRE :	50025-00008
Implant. Carte :	Potenti Incendie
Type :	Extincteur
Etat :	Disponibilité

Localisation	
Adresse :	RUE LUCIEN POUILLE Déchèterie 59171 ERRE
Propriétaire :	Commune de ERRE Mairie 59171 ERRE

Description technique	
Date de pose :	14/09/20
Ø conduite :	100 mm
N° de prises :	3
Ø Prise 1 :	60
Ø Prise 2 :	63
Ø Prise 3 :	65

Constructeur :	Requet - Saphir
Modèle :	Appareil 100 mm

Commentaire

Essais pression / débit	
Date :	25/09/20
Press. statique :	4,8
Debit G8 :	103
Debit 8 bar :	90
Commentaire	



Fiche NOREADE poteau incendie

6. JUSTIFICATIF DE NETTOYAGE DU SEPARATEUR A HYDROCARBURES




SIAVED
 8 Route de Lourches
 59282 DOUHY LES MINES

CONTRÔLE ANNUEL DU DESHUILEUR - DESHUILEUR

(à compléter ENcre)

Date d'intervention : 08/11/2020

N° de Bon : 059282310003

Entreprise d'intervention : RENAUD JOUET

Véhicule d'intervention : Combicab mltie HP 63

VERIFICATION FONCTIONNEMENT SEPARATEUR	
Soudure du déshuileur	<input checked="" type="checkbox"/> Vide <input type="checkbox"/> Mi-charge <input type="checkbox"/> Plein
Vérification de la partie hydrocarbonée	<input type="checkbox"/> Vide <input checked="" type="checkbox"/> Léger, sans nécessité d'écouillage <input type="checkbox"/> Accrochage réalisé
Vérification de l'obturateur	<input checked="" type="checkbox"/> Fonctionnement correct sans intervention de carter <input type="checkbox"/> Fonctionnement correct après remis à eau <input type="checkbox"/> Aroniale complais : remis en place à l'issue de l'opération de carter <input type="checkbox"/> Fonctionnement incorrect : prévoir une intervention de dépannage

Fait à Douai,

SUEZ **OSIS NORD**

20000
 53733 SAINT-AMAND-LES-EAUX CEDEX
 Tél : 03 21 21 67 00
 Fax : 03 21 21 67 05

Justificatif de nettoyage du séparateur à hydrocarbures

7. BONS DE COMMANDE SIAVED POUR CAMPAGNE MESURES DE BRUIT ET EAUX 2021



SIAVED
5 Route de Lourches
59282 DOUCHY LES MINES
Tél : 03 27 43 76 00
Mail : travaux@siaved.fr
TVA intracommunautaire FR 57 259 600 993

BON DE COMMANDE
n° TR210130
Emis le 17-05-2021

BUDGET PRINCIPAL (05500)

GESTION TECHNIQUE BATIMENTS & TRAVAUX
BROUTIN VALERIE
Tél : 03 27 43 76 00
Mail : valerie.broutin@siaved.fr

SOCOTEC AGENCE ENVIRONNEMENT
11 RUE PAUL DUBRULLE
CS 50446
59044 LESQUIN

OBJET : DECHETERIE ERRE - MESURES ACOUSTIQUES BRUIT & ENVIRONNEMENT					
Ligne	Designation	Quantite	Taux Remise	Prix unitaire HT	Montant total HT
1	CONTROLE DES NIVEAUX SONORES DANS L'ENVIRONNEMENT - DECHETERIE ERRE	1.00		1 000.00	1 000.00
2	SECON DEVIS DEV2105A14620000750 DU 11/05/2021				

Le Prestataire

Charles LEBLANC

Totaux
HT € 1 600.00
TVA € 320.00
TTC € 1 920.00

Cette commande n'est valable et exécutable que contre la signature de l'Ordre ou de son délégué.
La facture doit **obligatoirement** être envoyée sur le Portal Chorus Pro (<https://www.choruspro.fr>) et préciser le BILLET **5909930931** du budget BUDGET PRINCIPAL (05500).
Toute facture non transmise par cette forme dématérialisée sur le Portal Chorus Pro ne pourra être prise en compte et sera renvoyée.
Date d'expiration de paiement de 30 jours à compter de la facture. Tout desintéressement basé sur la réglementation en vigueur.
Dossier 1805A1482000074
Chrono - A1482211222
Version 2 du 19/10/2020 modifiée le 09/09/21



SIAVED
5 Route de Lourches
59282 DOUCHY LES MINES
Tél : 03 27 43 76 00
Mail : travaux@siaved.fr
TVA intracommunautaire FR 57 259 600 993

BON DE COMMANDE
n° TR210133
Emis le 17-05-2021

BUDGET PRINCIPAL (05500)

GESTION TECHNIQUE BATIMENTS & TRAVAUX
BROUTIN VALERIE
Tél : 03 27 43 76 00
Mail : valerie.broutin@siaved.fr

SOCOTEC AGENCE ENVIRONNEMENT
11 RUE PAUL DUBRULLE
CS 50446
59044 LESQUIN

OBJET : DECHETERIE ERRE - PRELEVEMENT ET ANALYSES DES EAUX RESIDUAIRES					
Ligne	Designation	Quantite	Taux Remise	Prix unitaire HT	Montant total HT
1	MESURES DANS LES DOMAINES DES EAUX - POLLUANTS DECHETERIE ERRE	1.00		420.00	420.00
2	SECON DEVIS DEV2105A14620000728 DU 06/05/2021				

Le Prestataire

Charles LEBLANC

Totaux
HT € 420.00
TVA € 84.00
TTC € 504.00

Cette commande n'est valable et exécutable que contre la signature de l'Ordre ou de son délégué.
La facture doit **obligatoirement** être envoyée sur le Portal Chorus Pro (<https://www.choruspro.fr>) et préciser le BILLET **5909930931** du budget BUDGET PRINCIPAL (05500).
Toute facture non transmise par cette forme dématérialisée sur le Portal Chorus Pro ne pourra être prise en compte et sera renvoyée.

Bons de commande

8. CONSIGNES SIAVED

Type de documents	Titre	Généralité des DER (code DER)				
		Code	Versions	ALLJ	Auteur	Validation
Consignes	Avis de tous les qui	DER0001	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consignes	Formation du personnel	DER0002	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consignes	Quantité maximale de déchets autorisée	DER0003	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consignes	Avis d'urgence	DER0004	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consignes	Fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées	DER0005	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consignes	Apport de feu	DER0006	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consignes	Numéros d'appel d'urgence	DER0007	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consignes	Permis d'intervention / Permis feu	DER0008	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consignes	Local remplissage	DER0009	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consignes	Véhicule électrique	DER0010	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consignes	Communication par voie acoustique	DER0011	version 1	31/03/2021	RM	CL
Consignes	Organisation en matière de déchets	DER0012	version 1	31/03/2021	RM	CL
Plaque efface	Démarrage des machines	DER0013	version 1	31/03/2021	RM	CL
Plaque efface	Départ de feu / incendie	DER0014	version 1	31/03/2021	RM	CL
Plaque efface	Capture des déchets	DER0015	version 1	31/03/2021	RM	CL
Plaque efface	Intervention réseau d'assainissement des eaux pluviales	DER0016	version 1	31/03/2021	RM	CL
Plaque efface	Capture des déchets	DER0017	version 1	31/03/2021	RM	CL
Registre	Incidents / Accidents (Environnementaux)	DER0018	version 1	31/03/2021	RM	CL
Registre	plan de formation	DER0019	version 1	31/03/2021	RM	CL
Registre	échantillons DO et DBO	DER0020	version 1	31/03/2021	RM	CL

Fait à Douai-lez-Arras, le 10 Juin 2021





DECHETERIE de ERRE CONSIGNE D'EXPLOITATION Accès bas de quai	Page 1 / 1
---	------------

Référence réglementaire : Article 27 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Objet : La déchèterie dispose d'un dispositif anti chute installé tout le long de la zone de déchargement sur le quai. Un affichage indiquant « le risque de chute » est mis en place et doit être maintenu dans le temps.

La petite base du quai, où sont manipulés les conteneurs, est strictement réservée aux personnels de services (SIAVED ou entreprises en charge de gestion des conteneurs) et n'est pas accessible au public. L'accès est donc tout à fait interdit aux particuliers. Un affichage indiquant « Interdiction d'accès » est mis en place et doit être maintenu dans le temps.

Les agents de la déchèterie sont en charge du respect de ces règles et du maintien en place de l'affichage.

> Photographie de l'affichage « Règle de chute » et « Interdiction d'accès » en place



Fait à Douchy-les-Mines, le 10 mai 2021

Syndicat Intercommunal de Valorisation des Déchets
 1, Rue de Lanchère
 59121 DOUCHY-LES-MINES
 Mairie de Douchy-les-Mines
 M. : 03 20 81 73 99
 M. : 03 20 81 73 99

Syndicat Intercommunal de Valorisation des Déchets	Rédacteur R. MOUET (0300712)	Validateur C. LEROME (0300712)
--	------------------------------------	--------------------------------------



DECHETERIE de ERRE CONSIGNE D'EXPLOITATION Formation du personnel	Page 1 / 1
--	------------

Référence réglementaire : Article 26 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Objet : Le fonctionnement de l'installation déchèterie est placé sous le surveillance d'un personnel SIAVED qualifié. Les agents (temporaires ou permanents) doivent obligatoirement être formés pour travailler au sein de la déchèterie.

Pour ce faire, la direction du SIAVED a mis en place un programme de formation adapté à chaque agent.

La validation des formations par les agents permet au SIAVED d'établir des certificats d'aptitude spécifiques pour chaque agent. La durée de validité des certificats d'aptitude est fixée à un an. Ce certificat atteste les principales tâches que chaque agent peut réaliser.

Fait à Douchy-les-Mines, le 30 mai 2021

Le Président
 Charles LENOIRE

Syndicat Intercommunal de Valorisation des Déchets
 1, Rue de Lanchère
 59121 DOUCHY-LES-MINES
 Mairie de Douchy-les-Mines
 M. : 03 20 81 73 99
 M. : 03 20 81 73 99

Syndicat Intercommunal de Valorisation des Déchets	Rédacteur R. MOUET (0300712)	Validateur C. LEROME (0300712)
--	------------------------------------	--------------------------------------



DECHETERIE de ERRE
CONSIGNE D'EXPLOITATION
Quantité maximale de déchets autorisée

Page 1 / 1

Référence réglementaire : Article 3 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Objet : La déchèterie d'ERRE est soumise au régime d'enregistrement au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. Conformément au dossier d'enregistrement déposé en préfecture en 2020, la quantité maximale de déchets présente dans l'installation à tout moment ne peut excéder :

Poste n°	Type de déchets	Quantité maximale
2710-1	Quantité maximale de déchets dangereux à ne pas dépasser dans l'installation à tout moment	9,9T maximum
2710-2	Volume maximal de déchets non dangereux à ne pas dépasser dans l'installation à tout moment	433m³ maximum

> Si durant le fonctionnement de l'installation, les agents de la déchèterie constatent que ces seuils sont susceptibles d'être atteints, ils doivent appeler dans les plus brefs délais la direction du SIAVED qui fera procéder à des enlèvements de déchets.

Fait à Douchy-les-Mines, le 30 MAI 2021

Le Président,
Chantal LEMOINE



DECHETERIE de ERRE
CONSIGNE D'EXPLOITATION
Arrêts d'urgence

Page 1 / 1

Référence réglementaire : Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Objet : En cas d'accident majeur susceptible d'engendrer un sur-accident, le personnel de la déchèterie est en charge de la mise en sécurité du site et de la coupure des réseaux fluides, le cas échéant :

- > l'électricité
- > l'eau potable
- > l'écoulement d'assainissement eau pluviale

Procédures de coupure :
voir fiches réflexes correspondantes

Fait à Douchy-les-Mines, le 30 MAI 2021

Le Président,
Chantal LEMOINE





DECHETERIE de ERRE

Page 1 / 2

CONSIGNE D'EXPLOITATION

Fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées

Référence réglementaire : Article 24 de l'arrêté du 28/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Objet : De manière générale, les agents de déchetterie procèdent chaque jour à une inspection visuelle du bon état de la déchèterie et de l'ensemble des dispositifs de sécurité, en cas d'anomalie, soit la remise en état est possible immédiatement (nettoyage, recollage d'effiches, ...) soit les agents appellent la direction du SIAVED qui procèdent au déclenchement des travaux ou à une intervention spécialisée.

De manière générale, en cas de constat d'une défaillance d'un dispositif de sécurité pouvant entraîner un danger imminent pour les usagers, le personnel ou l'environnement, les agents doivent procéder à l'interdiction d'accès de la zone voire à la fermeture de la déchèterie et contacter le SIAVED.

Lieu des principales inspections et vérifications journalières à effectuer par les agents

Propriété du site et des abords

Inspection visuelle de la clôture, des barrières

Contrôle du volume, tonnage des déchets

Contrôle du local déchets dangereux (aération, rétention, désenfumage, éclairage, rangement, présence de produits absorbants, présence et état des EPI, affichage...)

Vérification visuelle de la présence des moyens de secours (téléphone, extincteurs...) du bon état de la vanne d'isolement, du bon état des dispositifs de coupure du réseau électrique et d'eau potable

Vérification visuelle des quais et des barrières

Vérification visuelle que les affichages soient en place

Vérification visuelle du bon état du compacteur

SIAVED

Producteur de Résidus

Référence

DEF0000

Version

1

MAJ

31/03/21

Responsable

R. LEMOINE (SICOTEC)

Validateur

C. LEMOINE (SIAVED)



Lieu des inspections et vérifications périodiques à réaliser par des organismes externes

Enlèvement des déchets	Fréquence	Intervenant
Compacteur	Dès que nécessaire	3 mois
Contrôle des appareils incendie	Chaque année	Chaque année
Contrôle électrique	Chaque année	Chaque année
Nettoyage du séparateur à hydrocarbures	Lorsque que le volume des bords atteint le mètre du volume utile du débordement et dans tous les cas au moins une fois par an	Chaque année
Contrôle des rejets d'eau	Chaque année	3 ans
Contrôle bruit	Chaque année	6 mois
Contrôle des barrières levantes		

Fait à Douchy-les-Ménas, le 30 MAI 2021

Signature

Le Président

Charles LEMOINE

SIAVED

Producteur de Résidus



DECHETERIE de ERRE	
CONSIGNE D'EXPLOITATION Permis Intervention / Permis feu	
Page 1 / 1	

Référence réglementaire : Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Objet :

- Pour tous travaux dans la déchèterie par le personnel du SIAVED, une autorisation de travail émise par la direction du SIAVED est obligatoire avant le commencement des travaux.
- Pour tous travaux / intervention dans la déchèterie par une entreprise extérieure, un permis d'intervention ou un plan de prévention est à établir obligatoirement avec la direction du SIAVED avant le commencement des travaux / de l'intervention.
- Pour tous travaux par point chaud (meulage, soudage, oxycoupage, ébarbage, découpage...) par du personnel SIAVED ou une entreprise extérieure dans la déchèterie, la délivrance d'un permis feu par la direction du SIAVED est obligatoire avant le commencement des travaux.

Fait à Douchy-les-Aînes, le 30 MAI 2021



	Référence DEP0008	Version 1	MAJ 31/03/21	Rédacteur R. MOULST (S0001EQ)	Validateur C. LEMOINE (SIAVED)
--	----------------------	--------------	-----------------	-------------------------------------	--------------------------------------



DECHETERIE de ERRE	
CONSIGNE D'EXPLOITATION Local réemploi	
Page 1 / 1	

Référence réglementaire : Article 28 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Objet :

- Le local réemploi est destiné au stockage d'objets déposés par les particuliers et qui sont voués au réemploi. Tout autre stockage ou utilisation du local est interdit.
- Aucune zone de la déchèterie (sauf que le local réemploi) n'est destinée à stocker des objets voués au réemploi.
- L'acceptation des objets est placée sous la surveillance et la validation des agents de la déchèterie.
- En cas de refus d'un objet, le particulier peut repartir avec celui-ci ou le déposer dans la déchèterie, dans la zone déchets défilés.
- La récupération d'un produit ou objet DMS par un usager ou un personnel est strictement interdite.
- De manière générale, le dépôt de tout objet dangereux ou prohibé est interdit.
- La durée de stockage d'un objet est fixée à une semaine (une étiquette précisant la date de dépôt sera apposée sur l'objet). Passé ce délai, l'objet prend le statut de déchet et doit être traité comme tel. Le personnel de la déchèterie procédera alors au dépôt de l'objet dans la zone déchets défilés de la déchèterie.

Fait à Douchy-les-Aînes, le 30 MAI 2021



	Référence DEP0008	Version 1	MAJ 31/03/21	Rédacteur R. MOULST (S0001EQ)	Validateur C. LEMOINE (SIAVED)
--	----------------------	--------------	-----------------	-------------------------------------	--------------------------------------



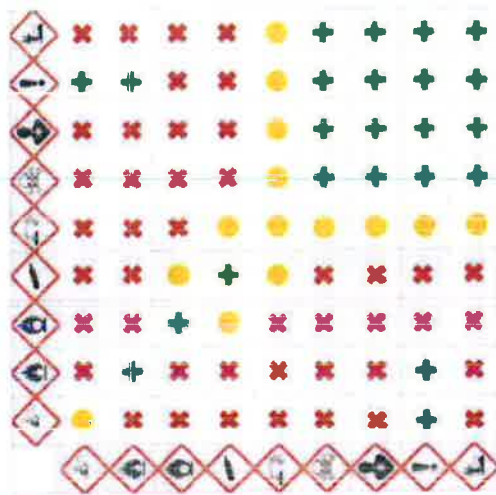
Page 1/2

Objet : L'ensemble des produits présents en déchets et susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention.

- Le SIAVED a fini un volume de rétention égale au volume de déchets stockés dans cette zone. Dans un contenant formant rétention il est donc interdit de stocker un volume de déchets plus important que le volume du contenant (rétention 100%).
- Chaque type de déchet est à stocker dans un contenant spécifique défini notamment dans le plan d'organisation du local déchets dangereux. Les contenants mis à disposition par le SIAVED sont réservés aux produits qu'ils pourraient contenir.
- Le stockage de déchets incompatibles dans un même contenant est interdit.
- Le stockage de déchets dans des contenants autres que ceux mis à disposition par le SIAVED est interdit.
- Dans le local déchets dangereux, il est interdit de superposer des contenants de stockage de déchets dangereux (ceux-ci peuvent toutefois être positionnés sur différents niveaux d'étagères ou de rayonnages).



les 9 pictogrammes de danger



Legend:

- Ne peuvent pas être stockés ensemble

- ↳ les plus durs (compter plusieurs centaines de jours) : rendre en temps l'ordre suivant
- ↳ emplois : combattant > infirmier > cariste > cuisinier, hôte > infirm

Fax: 8 Douchy-tes-Mines, 16 30 MAY 2021

**Notes on contributors**



DECHETERIE de ERRE	
CONSIGNE D'EXPLOITATION	
Communication par voie acoustique	
Page 1 / 1	

Référence réglementaire : Article 41 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Objet : Dans l'ensemble de l'enceinte de la déchèterie :

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.



Fait à Douchy-les-Mines, le 30 MAI 2021

SIAVED
Société Anonyme
de Valorisation et
d'Entretien des Déchets
3, Route de Lanchin
59200 DOUCHY-LES-MINES
Tél. : 03 27 43 75 99
Mail : info@siaved.fr

Charles LEMOINE

	Référence DS011	Version 1	MAJ 31/05/21	Signature R. MAQUET (SQCOTEC)	Vérification C. LEMOINE (SIAVED)
--	--------------------	--------------	-----------------	-------------------------------------	--



DECHETERIE de ERRE	
CONSIGNE D'EXPLOITATION	
Organisation enlèvement déchets	
Page 1 / 1	

Référence réglementaire : Article 43 et article 46 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

- > La SIAVED établit pour une durée déterminée des contrats (marchés) de prise en charge de chaque type de déchets avec des sociétés spécialisées dans le domaine
- > Préalablement à l'attribution du marché, la SIAVED demande à chaque société souhaitant répondre au marché de démontrer que celle-ci possède les capacités techniques et financières afin de tenir les engagements du marché.
- > Lors de l'attribution du marché, la SIAVED exige notamment de la société retenue, la remise de l'ensemble des documents démontrant que :
 - Les transporteurs et les véhicules utilisés possèdent les agréments nécessaires au transport de déchets
 - Les centres de traitement renaissent disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires

Ces documents sont conservés par la SIAVED. A l'expiration des certificats remis, la SIAVED demande à chaque prestataire la fourniture des nouveaux certificats. A défaut, le marché est cassé.

- > L'accès aux déchèteries de la SIAVED n'est possible qu'après la rédaction de documents (plan d'intervention, protocole de chargement...) visant à garantir la sécurité des installations de la SIAVED.
- > L'accès aux déchèteries est interdit aux transporteurs en dehors des horaires d'ouverture de celles-ci
- > En déchèterie, les agents sont en charge du contrôle des accès aux installations et de la sécurité des lieux. En cas de manquement, les agents peuvent interdire l'accès à un véhicule ou stopper les opérations en cours. Ils en informent immédiatement la direction de la SIAVED qui statue sur la situation.
- > Les agents procèdent également au contrôle visuel des camions sortant et vérifient que les chargements soient aptes à être transportés sur route en sécurité (présence de bâches pour certains déchets, sanglage, niveau de déchets dans la benne...)
- > Les agents consignent dans le registre des déchets le départ de chaque véhicule

Fait à Douchy-les-Mines, le 30 MAI 2021

SIAVED
Société Anonyme
de Valorisation et
d'Entretien des Déchets
3, Route de Lanchin
59200 DOUCHY-LES-MINES
Tél. : 03 27 43 75 99
Mail : info@siaved.fr

Le Président

Charles LEMOINE

	Référence DS012	Version 1	MAJ 31/05/21	Signature R. MAQUET (SQCOTEC)	Vérification C. LEMOINE (SIAVED)
--	--------------------	--------------	-----------------	-------------------------------------	--



DECHETERIE de ERRE FICHE REFLEXE Déversement de liquides		Page 1 / 2
---	--	------------

Référence réglementaire : Article 24 de l'arrêté du 28/09/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur final) de la nomenclature des installations classées pour le protection de l'environnement

Objet : Procédure à appliquer en cas de déversement de liquides au sol en faible quantité (petits contenants...) et sans risque majeur pour les agents de la déchèterie

2. PROCEDURE A METTRE EN OEUVRE
<p>Baliser la zone afin d'éviter un sur accident et interdire l'accès à cette zone</p> <p>Mettre les équipements de protection adaptés en fonction des produits au sol</p> <p>Essayer de coimater le fuit, récupérer le contenant avec le produit. Utiliser le produit absorbant présent dans le local de stockage pour contenir l'écoulement et l'absorber</p> <p>Placer le récipient, les souillures dans un sacchet fermé hermétiquement, l'identifier et le placer dans le local déchets dangereux pour prise en charge par le service de collecte des déchets dangereux</p> <p>Résoudre l'ouverture de la zone si tout danger est écarté</p>

Objet : Procédure à appliquer en cas de déversement de liquides au sol en grosse quantité (rupture cuve d'huiles usagées, accidents de plusieurs contenants lors des opérations de chargement de déchets dangereux...) avec risque majeur

3. PROCEDURE A METTRE EN OEUVRE
<p>Baliser la zone afin d'éviter un sur accident et interdire l'accès à cette zone</p> <p>Au besoin, faire évacuer la déchèterie</p> <p>Procéder à l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales</p> <p>Couper le cas échéant les autres réseaux (eau potable, électricité)</p> <p>Prévenir les secours</p> <p>Prévenir la direction du SIAVED qui se chargera d'appeler une société spécialisée pour procéder au nettoyage du site</p> <p>Attendre les secours et la direction du SIAVED</p>

	Révisé par R. LEBLANC (BOCOTEC)	Validé par C. LEBLANC (SIAVED)
Version 1	MAJ 3/2021	Révisé par R. LEBLANC (BOCOTEC)
Référence DECH013	MAJ 3/2021	Validé par C. LEBLANC (SIAVED)



Objet : Procédure à appliquer en cas de déversement de liquides au sol même en petite quantité dont la toxicité est potentiellement très importante

4. PROCEDURE A METTRE EN OEUVRE
<p>Ne pas tenter de récupérer le produit</p> <p>Faire évacuer la déchèterie</p> <p>Procéder à l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales</p> <p>Couper le cas échéant les autres réseaux (eau potable, électricité)</p> <p>Prévenir les secours</p> <p>Prévenir la direction du SIAVED qui se chargera d'appeler une société spécialisée pour procéder au nettoyage du site et le traitement des souillures</p> <p>Attendre les secours et la direction du SIAVED</p>

Fait à Douchy-les-Mines, le 30 MAI 2021

Le Président,
 Charles LE MOINE

	Révisé par R. LEBLANC (BOCOTEC)	Validé par C. LEBLANC (SIAVED)
Version 1	MAJ 3/2021	Révisé par R. LEBLANC (BOCOTEC)
Référence DECH013	MAJ 3/2021	Validé par C. LEBLANC (SIAVED)



DECHETERIE de ERRE
FICHE REFLEXE
Départ de feu / Incendie

Page 1 / 1

Référence réglementaire : Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Objet : Procédure à appliquer en cas de départ de feu

Procédure à appliquer en cas de départ de feu
Tenter d'éteindre l'incendie en utilisant les extincteurs du site
Si l'incendie a pu être maîtrisé, interdire l'accès à la zone et prévenir la hiérarchie
Alerte à M. LEMONE : 03 27 47 75 99 (du lundi au vendredi 8h30-18h30) ou M. LEMONE (24h/24)
Si le feu est trop important ou si le risque est trop important (incendie dans le local déchets dangereux) : faire évacuer la déchèterie
Procéder à l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales
Couper le cas échéant les autres réseaux (eau potable, électricité)
Prévenir les secours
Prévenir la direction du SIAVED
Attendre les secours et la direction du SIAVED

Fait à Douchy-les-Mines, le 30 JUIN 2021

 **SIAVED**
Produit par le Syndicat Inter-Communal
de Valorisation et
d'Équipement des Yvelines
S. BENOÎT, 2, rue de la
Liberté 78200 DOURMAYES
Tél. : 03 27 47 75 99
Mail : siaved@siaved.fr

Charles LEMONE

 **SIAVED**
Produit par le Syndicat

Référence
DEP00874

Versions
1

MAJ
31/05/21

Rédacteur
R. MAQUET
(SDCOTEC)

Vérificateur
C. LEMONE
(SIAVED)

DECHETERIE de ERRE
FICHE REFLEXE
Coupure eau potable

Page 1 / 2

Référence réglementaire : Article 24 de l'arrêté du 26/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Objet : En cas d'accident majeur susceptible d'engendrer un sur-accident, le personnel de la déchèterie est en charge de la mise en sécurité du site et de la coupure de l'alimentation en eau potable du site.

Procédure : Tourner la vanne 1/4 de tour en position « fermée »

- > Localisation du dispositif de coupure : En limite de clôture, derrière le bâtiment « Accueil » Voir plan au verso.
- > Photographie du dispositif de coupure



Fait à Douchy-les-Mines, le

Le Président

Charles LEMONE

Remise en service : la remise en service de l'eau potable par le personnel de la déchèterie n'est possible que si la situation ne présente plus aucun risque et que le réseau n'a pas été endommagé. A défaut, le réseau doit être consigné via la pose d'une signalétique indiquant « interdiction de remettre en service ». Seule la direction du SIAVED peut alors ordonner la remise en service après avoir effectué les vérifications nécessaires.

 **SIAVED**
Produit par le Syndicat

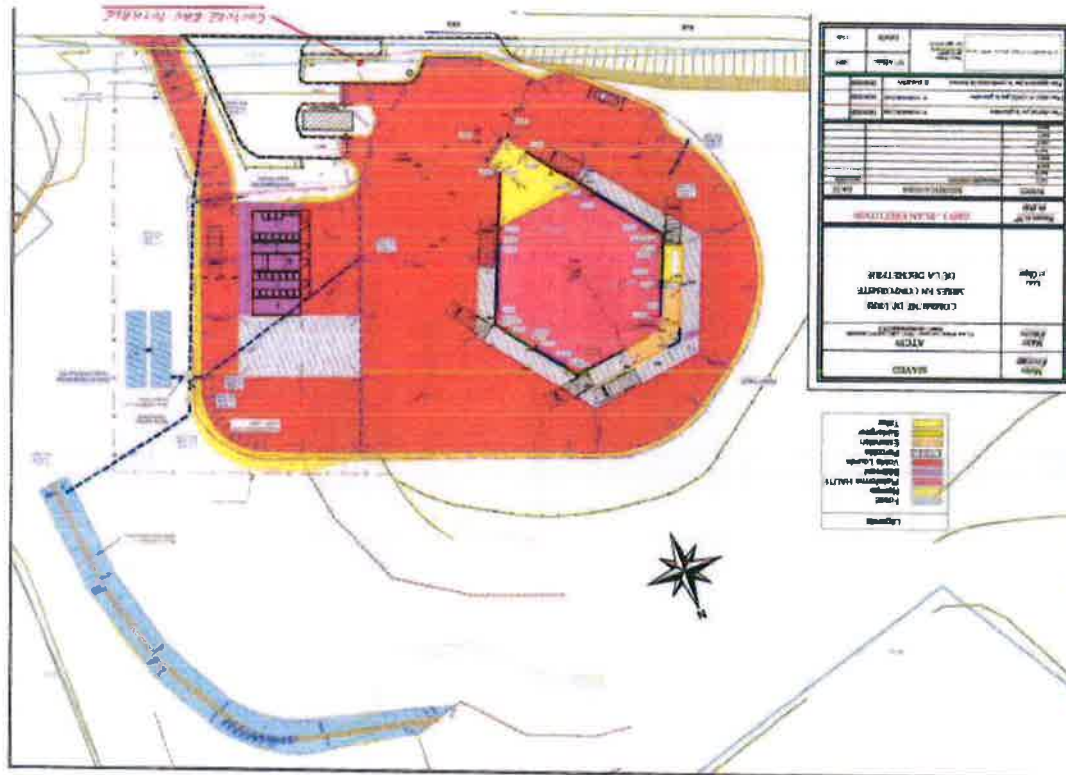
Référence
DEP00113

Versions
1

MAJ
31/05/21

Rédacteur
R. MAQUET
(SDCOTEC)

Vérificateur
C. LEMONE
(SIAVED)



Isolément réseau d'assainissement des
eaux pluviales

Page 1 / 3

Référence réglementaire : Article 24 de l'arrêté du 28/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2110-2 installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur (nbl)

Objet : En cas d'accident majeur susceptible d'engendrer un sur-accident ou la migration d'une pollution à l'extérieur du site par le réseau d'assainissement, le personnel de la déchetterie est en charge de la mise en sécurité du site et de l'isolement du réseau d'eaux pluviales.

L'actionnement du **dispositif** d'isolement permet l'envoi des effluents vers la capacité de confinement.

Procedure:

- Prendre la clef fûtée sur le mur de façade EST du local DMS.
Se rendre au point d'isolement où se trouve la vannie du barrage.
Actionner le dispositif avec la clef afin d'écarter le réseau.
Vérifier que les effluents sont envoyés vers le dispositif de confinement.
Lorsqu'il n'y a plus de coupure et de l'empêchement de la clef. Voir le plan page 3.
La clef est fûtée sur la façade Est du local DMS.
La vannie du barrage se situe le long de la clôture côté Est.
Photographie de la clef permettant l'actionnement du dispositif.



Mathematics the positive

1

**MA
2008**

Widerstand
R. Miquet
(Société)

Validation
G LEMONE
(SIAV/ED)



DECHETERIE de ERRE

**REGISTRE INCIDENTS / ACCIDENTS
(ENVIRONNEMENTAUX)**

Page 1 / 1

Référence réglementaire : Article 3 de l'arrêté du 29/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Objet :

- Tout accident / incident pouvant avoir des conséquences environnementales ou ayant eu des conséquences environnementales doit être inscrit dans ce registre.
- Tout accident / incident doit immédiatement être porté à la connaissance de la direction du SIAVED qui statuera sur les éventuelles dispositions complémentaires à prendre en complément de celles réalisées en déchèterie par les agents.

Date	Accidents / incidents	Action SIAVED en déchèterie	Conséquences de l'incident
NOUVEAU			

Fait à Douchy-lez-Meuses, le 30 MAI 2021
Le Président,
Charles LEMOINE

SIAVED
Producteur de Residus

Nécessaire
DE10010

Version
1

MAJ
31/03/21

Rédacteur
R. MOUJET
(SOCIOTEC)

Vérificateur
C. LEMOINE
(SIAVED)

Déchèterie de ERRE

**FICHE REFLEXE:
Coupeure d'électricité**

Page 1/3

Référence réglementaire : Article 24 de l'arrêté du 28/03/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Objet : En cas d'accident majeur susceptible d'engendrer un suraccident, le personnel de la déchèterie est en charge de la mise en sécurité du site et de la coupure de l'alimentation électrique du site.

Procédure : Dans le local d'accueil de la déchèterie, ouvrir l'armoire du compteur électrique et abaisser le dispositif.

- Localisation du dispositif de coupure : Dans le local d'accueil de la déchèterie
CF PLU/M AU VERSO
- Photographie du dispositif de coupure



SIAVED
Producteur de Residus

Référence
DE10017

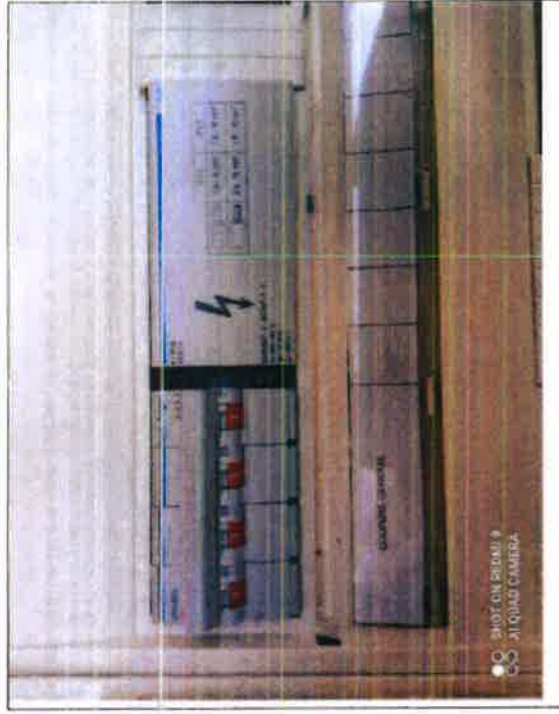
Version
1

MAJ
31/03/21

Rédacteur
R. MOUJET
(SOCIOTEC)

Vérificateur
C. LEMOINE
(SIAVED)

Déchèterie de ERRE	
FICHE REFLEXE	
Coupure électricité	
Page 23	



Remise en service : le réarmement du réseau électrique par le personnel de la déchèterie n'est possible que si la situation ne présente plus aucun risque et que l'installation électrique n'a pas été endommagée.

Fait à Douchy-les-Mines, le - 4 JUN 2021



 Syndicat Inter-Communal
 de Valenciennes et
 d'Arras pour la
 Gestion des Déchets
 S. R. de Valenciennes
 SIAVED
 100 rue de Valenciennes
 59100 Valenciennes
 Tél : 03 27 43 18 19
 Mail : sgv@siaved.fr

Le Président,

 Charles EMOINE

9. PROCES VERBAL D'INTERVENTION SUR PARC EXTINCTEURS DE DECEMBRE 2020

PROCES VERBAL D'INTERVENTION SUR PARC EXTINCTEUR

INFORMATIONS EUROFEU

Société : EUROFEU SERVICES	Tâche : 102757902-1	N°Appel: 102757902
Bon de commande client : TR200239		
N°Parc: 10295983	N°Contrat : 10083823	Type contrat : Classique
Employé: ANBR	Unité de vente : Arras	Technicien : BEAUBOUCHER ALAIN

INFORMATIONS INTERVENTION DU 11/12/2020

Nom client : C438759 - SIAVED	Contact du site : Jean-Noël POTTIEZ
Adresse intervention : SIAVED PONT DE LA PERRUQUE 59171 ERRE FRANCE	Adresse Ex : 5 RUE DE LOURCHES 59282 DOUCHY LES MINES FRANCE
Signature registre : Ou	Commentaire :
Problème accessibilité : Non	
Plan de prévention spécifique : Non	Modifications établissement : Non

Nom client : C438759 - SIAVED

Technicien : BEAUBOUCHE ALAIN

Intervention : 11/12/2020

N°	Info	marque	gamme	année	Co	PP	J	C	R	CG	P	L	T/D	TE	SC	PA	AD	FO	AS	G	Visuel	Fonctionnel	Comm	
1	2KG_CO2 / Empla : bureau Bât. :	EU	DXC2	2020	02	X	X								X	X					-Bon état	-Bon fonctionnement		
2	9KG_PA_ABC / Empla : Cité Bât. : Local pain	EU	EUROTECH	2012	02		2								X	X	X				-Bon état	-Bon fonctionnement		
3	6L_PA_BPA / Empla : Bureau Bât. :	EU	EUROTECH	2017	02		4			X					X	X	X				-Bon état	-Bon fonctionnement		
4	9KG_PA_ABC /4 Empla : Milieu dechargement Bât. : Déchetterie	EU	EUROTECH	2018	02		2								X	X	X				-Bon état	-Bon fonctionnement		
5	2KG_CO2 / Empla : Local serveur Bât. :	EU	DXC2	2020	12	X							X		X	X					-Bon état	-Bon fonctionnement		
6	9KG_PA_ABC / Empla : Prox local électriqu Bât. :	EU	EUROTECH	2020	12										X	X					-Bon état	-Bon fonctionnement		
7	2KG_CO2 / Empla : Local électrique Bât. :	EU	DXC2	2020	12	X							X		X	X					-Bon état	-Bon fonctionnement		
Total articles consommés																								
							9	0	0	0	1	0	2	0	7	3	0	0	0	0				

Légende :
PP:Pression Permanente;J:Joint;C:Charge;R:Recharge;CG:Cartouche Gaz;P:Percuteur;L:Lance;T/D:Tromblon-Diffuseur;TE:Tête ET;Etiquette;SC:Salle
PA:Pastille;AD:Auditif;FO:Fongicide;AS:Aseptisant;G:Goupille;CF:Code Fonctionnel;CV:Code Visuel;CL:Commentaire;Ligne;

11.



Lieu Saint Amant, to 14087021

Autre maître par : LEGAUT Jean-Paul
 Autre maître par : LEGAUT Jean-Paul

A l'attention de : M. POTIEZ Jean Noël

1

En réponse à votre demande de prix, dont nous vous remercions vivement, nous avons le plaisir de vous proposer, ci-après, nos meilleures conditions de prix et délais pour :

fourniture et l'installation du système de détection incendie comme convenu sur les sites de

- Aniche
- Enn
- Montagne du nord
- Darsin
- Hérin
- Le Canton Cantabrigia
- Coudry
- Willemars Submery

L'installation comprendra détecteurs par câble sans pour module comprenant le site électrique (câble).
Ce chantier fera l'objet d'un bon de commande comprenant tous (à jour électrique).
Plus la fourniture de 3 unités supplémentaires

Montant non remisé HT :	12118,46 €
Montant remisable HT :	12118,46 €
taux commerciale de 6 % :	- 727,11 €
Montant remisé HT :	11391,35 €
Montant TVA à 20,00 % :	2278,27 €
Montant TTC :	13669,62 €

En cas d'acquiescement de votre part, merci de nous retourner les 100 de commande à l'adresse ci-dessous.

12. [NOTE DE CALCUL DE TAMPONNEMENT DES EAUX PLUVIALES](#)

